BILAN-DIAGNOSTIC

***SITUATION ET POSITIONNEMENT
DE LA BASSE-NORMANDIE EN 2003***

Rapporteur : Philippe COSTA

**Adopté par 45 voix pour, 8 voix contre et 6 absents
Le 13 juin 2003**

S O M M A I R E

INTRODUCTION	5
PREMIÈRE PARTIE	
CONTEXTE ET GRANDS ENJEUX.....	7
I - UNE MONDIALISATION DOUBLÉE D'UNE FINANCIARISATION ACCRUES	
8	
II - LES PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION ET DE RÉFORMES LIÉES À L'UNION	
EUROPÉENNE.....	
9	
A - L'ÉLARGISSEMENT DE 15 À 25 PAYS.....	9
B - UNE NOUVELLE RÉFORME DE LA POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE.....	10
C - LA RÉFORME PRÉVISIBLE DE LA POLITIQUE COMMUNE DES PÊCHES	11
III - DES PERSPECTIVES D'ÉVOLUTIONS ET DE RÉFORMES AU PLAN NATIONAL	
12	
A - UN VIEILLISSEMENT INÉLUCTABLE DE LA POPULATION À COURT, MOYEN ET LONG TERMES....	13
B - LA RÉFORME DES RÉGIMES DE RETRAITE ET SON IMPACT SOCIO-ÉCONOMIQUE.....	14
C - LA RÉDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL ET SON IMPACT SOCIOLOGIQUE ET ÉCONOMIQUE	14
D - UNE DÉCENTRALISATION BIENTÔT RENFORCÉE.....	15
E - VERS 2006, UN CHOC DÉMOGRAPHIQUE À L'ORIGINE DE TENSIONS PROBABLES SUR LE	
MARCHÉ DU TRAVAIL	16
F - LA DÉTERMINATION NÉCESSAIRE DE CHOIX ÉNERGÉTIQUES DURABLES.....	17
DEUXIÈME PARTIE	
L'ÉVOLUTION RÉCENTE DE LA BASSE-NORMANDIE AU PLAN GÉNÉRAL ET SON	
POSITIONNEMENT ACTUEL.....	
19	
I - LES PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS DU RGP 1999.....	
19	
A - L'ÉVOLUTION DÉMOGRAPHIQUE DE LA BASSE-NORMANDIE.....	19
B - DE MOINS EN MOINS DE JEUNES DANS LA POPULATION BAS-NORMANDE.....	20
C - ... ET UNE POPULATION ÂGÉE DE PLUS EN PLUS IMPORTANTE	21
D - UN SOLDE MIGRATOIRE DEPUIS LONGTEMPS NÉGATIF MAIS EN COURS DE RETOURNEMENT....	22
E - DES PERSPECTIVES DE VIEILLISSEMENT VOIRE DE DIMINUTION DE LA POPULATION	23
II - UNE SITUATION DE L'EMPLOI CONSACRANT DE FORTES VARIATIONS	
STRUCTURELLES ET CONJONCTURELLES.....	
25	
A - ENTRE 1990 ET 1999, DE RÉELLES ÉVOLUTIONS STRUCTURELLES	26
B - DEPUIS 2001, LES PREMIERS EFFETS D'UNE CONJONCTURE PLUTÔT PRÉOCCUPANTE.....	27
III - UNE ÉVOLUTION DU CHÔMAGE CONFORME À CELLE DE LA CONJONCTURE	
28	
IV - UNE ÉCONOMIE EN ÉVOLUTION ET SOUMISE À UNE DÉPENDANCE EXTÉRIEURE	
CROISSANTE.....	
29	
V - DES DYNAMIQUES TERRITORIALES EN ÉVOLUTION PERMANENTE	
32	
A - DEUX TIERS DES BAS-NORMANDS VIVENT À L'HEURE URBAINE.....	32
B - CAEN, UNE CAPITALE RÉGIONALE EN FORTE EXPANSION.....	33
C - UNE INTERCOMMUNALITÉ EN DÉVELOPPEMENT CONTINU.....	34
D - DES ZONAGES COMMUNAUTAIRES REVUS À LA BAISSÉ.....	36

TROISIÈME PARTIE	
LES PRINCIPALES ÉVOLUTIONS SECTORIELLES RÉCENTES OBSERVÉES EN BASSE-NORMANDIE	37
I - DES RÉSULTATS FAVORABLES MAIS ENCORE PERFECTIBLES DANS LE DOMAINE DE LA FORMATION.....	37
A - UNE AMÉLIORATION RELATIVE DES NIVEAUX SCOLAIRES	37
B - UNE BAISSÉ GÉNÉRALISÉE DES EFFECTIFS SCOLAIRES	39
C - UNE ORIENTATION PRÉFÉRENTIELLE VERS LES ENSEIGNEMENTS PROFESSIONNALISÉS.....	40
D - DANS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR UNE OFFRE ACCRUE DE STS, DUT ET DE FORMATIONS DE TROISIÈME CYCLE	40
E - DES FORMATIONS ET DES ÉQUIPEMENTS SCOLAIRES ET UNIVERSITAIRES DENSIFIÉS.....	42
F - L'APPRENTISSAGE CARACTÉRISÉ PAR L'ÉLÉVATION DES NIVEAUX DE FORMATION.....	44
G - L'EFFORT CONTINU DU CONSEIL RÉGIONAL EN FAVEUR DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	44
H - UN ENGAGEMENT DES ENTREPRISES DANS LA FORMATION CONTINUE TOUJOURS PERFECTIBLE	45
II - DES RÉSEAUX DE COMMUNICATION EN AMÉLIORATION CONTINUE	46
A - DEPUIS 1990, UN TRIPLEMENT DES ROUTES À 2 X 2 VOIES.....	46
B - UN RÉSEAU FERROVIAIRE MODERNISÉ.....	47
C - LE TRANSMANCHE, DOMAINE DE PRÉDILECTION DU TRAFIC MARITIME RÉGIONAL.....	48
D - DES AÉROPORTS AUX PERSPECTIVES DE CROISSANCE INCERTAINE	49
E - LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES PARTENAIRES DU DÉVELOPPEMENT DES TIC.....	50
III - UN EFFORT DE STRUCTURATION DE LA RECHERCHE	51
IV - L'ÉVOLUTION DES SECTEURS ÉCONOMIQUES RÉGIONAUX.....	55
A - UNE AGRICULTURE À LA CROISÉE DES CHEMINS	55
1°/ Les enseignements du recensement agricole de 2000 : moins d'exploitants et des exploitations plus étendues.....	55
2°/ Lait et viande bovine restent les productions majeures	57
3°/ La qualité, une priorité	58
4°/ Des résultats économiques préoccupants	58
B - PÊCHE ET CONCHYLICULTURE, DEUX ACTIVITÉS MAJEURES DE L'ÉCONOMIE LITTORALE	59
1°/ La pêche, pour une reconnaissance de la spécificité de la mer de la Manche	59
2°/ La conchyliculture, un secteur développé mais menacé par un souci communautaire de sécurité alimentaire maximaliste	60
C - UNE INDUSTRIE FORTE DE SES PMI ET DOMINÉE PAR DES PRODUCTIONS TRADITIONNELLES ...	61
D - LE BATIMENT SOUS LE SIGNE DE LA REPRISE	64
E - L'ARTISANAT EN EXPANSION CONTINUE.....	65
F - LE COMMERCE MARQUÉ PAR LA PRÉSENCE CROISSANTE DE LA GRANDE DISTRIBUTION.....	66
G - LES SERVICES DOPENT L'EMPLOI	67
H - LE TOURISME, VALEUR SURE DE L'ÉCONOMIE RÉGIONALE	69
V - UN ENVIRONNEMENT FACTEUR D'ATTRACTIVITÉ ET DE QUALITÉ DE VIE	71
CONCLUSION.....	75

INTRODUCTION

Dans l'optique de la prochaine renégociation prévue à mi-parcours du IV^{ème} Contrat de Plan État-Région (2000-2006), le CESR de Basse-Normandie, à la demande du Président du Conseil Régional, a élaboré un nouveau bilan-diagnostic faisant suite à celui déjà réalisé en novembre 1998 dans le cadre de la préparation des Orientations Stratégiques valant Schéma Régional d'Aménagement du Territoire.

Ce second bilan diagnostic, constitue non une forme d'évaluation des trois premières années d'exécution du IV^{ème} Contrat de Plan mais uniquement un socle d'observations, de problématiques et de perspectives au service de cette renégociation.

Basé sur la période 1997-2002, ce document procède à une approche déductive et évoque en premier lieu le contexte global dans lequel évolue la Basse-Normandie (aux plans international, communautaire et national), puis le positionnement général de la région en termes de démographie, d'emploi, de chômage, de spécificités économiques et de dynamique territoriale, pour enfin s'achever sur une vision à la fois transversale (la formation, les communications...) et sectorielle (agriculture, industrie, commerce, services...).

L'intérêt de cet exercice d'information et de synthèse est donc de mettre en évidence les principales caractéristiques de la Basse-Normandie au plan surtout économique et de l'aménagement du territoire et d'insister sur certains de ses handicaps, pour les combler, et sur ses atouts, pour mieux encore les exploiter.

PREMIÈRE PARTIE

CONTEXTE ET GRANDS ENJEUX

(à l'échelon mondial, communautaire et national)

Lors de la conception et de la rédaction du précédent bilan-diagnostic (novembre 1998), le parti avait été pris d'évoquer le contexte économique et financier ainsi que certaines décisions susceptibles à court et moyen termes d'engendrer des situations auxquelles la Basse-Normandie ne pourrait se soustraire. De la même manière, la présente actualisation du bilan-diagnostic se doit également de procéder à un rappel des événements, décisions, situations de nature à influencer le devenir de la Basse-Normandie à court, moyen et long termes.

Ces différents éléments susceptibles d'interférer sur le développement économique et social de la Basse-Normandie sont de trois niveaux. En tout premier lieu, l'importance accrue des mécanismes et des effets de la mondialisation des échanges et des moyens de production, aggravée par une financiarisation elle-même de plus en plus présente, apparaît être un facteur rendant plus difficiles les conditions du développement régional.

Aux plans européen et communautaire, l'élargissement prochain de l'Union Européenne (de 15 à 25), la réforme future de la Politique Agricole Commune, certaines décisions communautaires sectorielles (en particulier l'ouverture croissante de marchés et de secteurs à la concurrence), de même que l'entrée en vigueur et l'application de normes de plus en plus contraignantes (aux plans environnemental et sanitaire) sont aussi de nature à peser sur le devenir économique et social régional.

Enfin, certaines décisions récentes ou à venir, d'origine nationale celles-ci (poursuite de la décentralisation, effets des 35 heures pour les secteurs les plus exposés à la concurrence internationale, probable réforme du régime des retraites, évolutions démographiques globales et professionnelles, avenir énergétique de la France...) ne seront pas également sans produire des effets sur la situation économique et sociale de la Basse-Normandie dans les années à venir.

Tous ces paramètres, quelles que soient leurs origines (mondiale, communautaire ou nationale) et leur nature (économique, démographique, réglementaire...), pris de façon isolée ou cumulée, joueront incontestablement un rôle dans le développement futur de la Basse-Normandie. Ils tendent aussi à prouver que les marges de manœuvre régionales se révèlent somme toute limitées et que les choix et les décisions à prendre au niveau régional pour orienter et favoriser le développement régional devront être très réfléchis et très ciblés.

I - UNE MONDIALISATION DOUBLÉE D'UNE FINANCIARISATION ACCRUES

La mondialisation des échanges et des moyens de production déjà évoquée dans le précédent bilan-diagnostic n'a cessé de s'étendre et les décisions prises lors du dernier sommet de l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce) à Doha sont là pour en témoigner

Même si cette évolution de l'économie fait l'objet d'une contestation croissante (et ce depuis Seattle en 1999), il n'en demeure pas moins qu'elle constitue un fait incontournable dont l'influence sur les économies se mesure à la fois de façon conjoncturelle et structurelle.

Le sommet de Doha en novembre 2001 a introduit un nouveau cycle de négociations dans le cadre de l'Organisation Mondiale du Commerce, visant à la poursuite de la libéralisation des échanges (ouverture de nouveaux secteurs à la concurrence, baisse concomitante des barrières douanières, interprétation plus souple de l'accord sur la propriété intellectuelle, suppression envisagée des subventions - notamment européenne - à l'agriculture) et actant l'admission au sein de cette organisation de la Chine et de Taïwan.

Toutefois, si ce sommet a contribué à renforcer les mécanismes de libéralisation du commerce mondial, il a cependant abordé de nouveaux domaines relatifs à l'environnement et aux normes sociales, tout en se gardant bien de prendre des décisions en la matière, en particulier en ce qui concerne l'articulation entre commerce et environnement, de même que dans le domaine social.

Généralement considérée sous ses aspects les plus négatifs - exacerbation de la concurrence, délocalisations, restructurations, suppressions d'emplois... - la mondialisation et les mutations qu'elle suscite génèrent en contrepoint des marchés nouveaux dans lesquels le dynamisme industriel, technologique et tertiaire des pays développés peut pleinement s'exprimer et engendrer l'expansion parfois rapide des secteurs économiques les plus réactifs.

Mais au phénomène de mondialisation est venue s'ajouter et se greffer progressivement et insidieusement une "financiarisation" qui place sous son égide la plupart des activités de production, de commercialisation et de services. En cela, et par rapport au précédent bilan-diagnostic établi en 1998, cette novation revêt un caractère beaucoup plus préoccupant que la mondialisation en elle-même. Sans accréditer l'idée selon laquelle le capital pourrait dorénavant s'accumuler sans travail, s'auto-engendrer en quelque sorte, il faut cependant admettre que la pression des actionnaires s'exerce de façon de plus en plus agressive et ce sur l'emploi et les salaires mais aussi entre investisseurs puisque l'accaparement de la plus-value donne lieu en nombre sans cesse croissant à des fusions et à des absorptions.

Ainsi, l'exigence de rentabilité est devenue telle qu'elle fait peser non seulement sur les secteurs productifs fragiles (les plus aisément duplicables et délocalisables vers l'étranger et en particulier vers les pays en voie de développement) mais également sur les activités de pointe (ou supposées telles), qu'elles soient secondaires ou tertiaires, des contraintes considérables dont les conséquences sociales, environnementales et structurelles sont devenues difficilement supportables

et surtout compréhensibles par l'ensemble des acteurs économiques, sociaux et politiques.

Ces quelques réflexions, transposées à l'échelle d'une économie régionale plutôt ancrée sur des activités traditionnelles de production primaire et secondaire, laissent augurer de l'ampleur des mutations que la Basse-Normandie devra affronter et mettre en œuvre pour conserver son rang économique et social.

II - LES PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION ET DE RÉFORMES LIÉES À L'UNION EUROPÉENNE

A - L'ÉLARGISSEMENT DE 15 À 25 PAYS

Prise en décembre 2002 lors du sommet de Copenhague, la décision de faire passer l'Union Européenne de 15 à 25 États est à n'en pas douter de nature à engendrer de profondes mutations et réformes et à générer d'importantes conséquences économiques et sociales.

Avec dix nouveaux pays, en l'occurrence, les Pays Baltes (Lituanie, Estonie, Lettonie), la Pologne, la République Tchèque, la Slovaquie, la Hongrie, la Slovénie, Chypre et Malte, l'Union Européenne se dotera d'une population équivalente à 450 millions d'habitants, à comparer actuellement aux 280 millions d'habitants des États-Unis.

Les raisons qui président à ce nouvel élargissement relèvent de la volonté d'accroître l'essor économique au-delà des actuelles frontières de l'Union Européenne, de maintenir et de consolider en Europe communautaire le climat de paix qui y règne depuis près de 60 ans, et de renforcer le poids international de l'Union Européenne tant au plan économique que diplomatique.

Cette décision d'incorporer une dizaine de nouveaux états n'est pas sans enjeux ni sans conséquences. Outre le problème (épineux) du fonctionnement des institutions à 25 (27 si l'on incorpore à moyen terme la Roumanie et la Bulgarie), se poseront les questions de la gestion des écarts économiques encore plus considérables que ceux connus aujourd'hui dans l'actuelle Union, et du déplacement progressif du centre de gravité de l'Europe vers l'Est.

En quelque sorte, il faudra gérer et surtout digérer une augmentation de la population de 28 % et de seulement 5 % du PIB (toujours en incorporant la Roumanie et la Bulgarie). Certains secteurs économiques vont à plus ou moins long terme être confrontés aux premiers effets de cet élargissement. C'est le cas de l'industrie pour ses productions les plus aisément transplantables dans ces pays et surtout de l'agriculture dans la mesure où l'intégration de ces états, pour la plupart dotés d'un secteur agricole aux fortes potentialités et dont le développement pourrait être relativement rapide, s'accompagnera d'une révision de la Politique Agricole Commune et des concours qu'elle apporte encore aujourd'hui à l'agriculture européenne et en particulier française.

À cet égard, l'intégration des nouveaux pays pourrait passer par une diminution des dépenses agricoles à compter de 2006 afin de pouvoir faire face aux dépenses croissantes de l'Europe élargie à 25.

Par ailleurs, la question de l'évolution des politiques régionales se posera car l'entrée dans l'Union Européenne de pays pauvres - leur richesse nationale globale est inférieure à celle des Pays-Bas - va accroître les disparités en Europe et nécessitera la mise en place de transferts financiers importants dans un contexte budgétaire relativement contraint. Toutefois, si l'aide apportée aux dix nouveaux pays ne sera pas dans l'immédiat très élevée (40 milliards d'euros de 2004 à 2006 soit 0,15 % du PIB actuel de l'Europe des 15), ces concours pourraient croître dès 2007 avec l'arrivée possible de la Bulgarie et de la Roumanie. De surcroît, plus ces pays rattraperont les autres, plus la politique régionale coûtera cher dans l'absolu et bénéficiera moins aux pays de l'actuelle Union Européenne.

B - UNE NOUVELLE RÉFORME DE LA POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE

S'inscrivant en filigrane de la décision d'élargissement de l'Union Européenne et plus largement des négociations de l'OMC, un projet de réforme anticipée de la Politique Agricole Commune (PAC) a été élaboré par la Commission Européenne courant 2002.

Historiquement, il faut préciser que les accords de Berlin de mars 1999 avaient réformé la Politique Agricole Commune en instaurant une maîtrise des budgets pour la période 2000-2006. Le Conseil Européen avait cependant demandé à la Commission de présenter en 2002 un rapport sur l'évolution des dépenses agricoles assorti de suggestions. Dans les faits, on est passé d'une stratégie d'ajustements à la proposition d'une réforme radicale de la Politique Agricole Commune.

Cette réforme, encore en débat, s'appuierait sur plusieurs orientations et principes :

- un paiement unique par exploitation, indépendant de la production (le découplage), constituant une forme d'aide au revenu, perçue même si l'exploitant modifie ses productions par la suite,
- la subordination de ce paiement unique aux respects de normes environnementales, en d'autres termes l'application du principe "d'écoconditionnalité",
- une réduction des paiements directs (principe de dégressivité) aux exploitations à partir d'un certain seuil,
- une baisse du prix d'intervention sur les céréales (5 %),
- une révision des dispositifs relatifs à la production laitière, allant dans le sens d'une baisse des prix d'intervention sur le beurre et sur la poudre de lait, assortie d'une augmentation de 3,5 % des quotas.

Selon leur degré de prise en compte, ces propositions de réforme sont susceptibles de modifier au plan régional l'orientation des productions et de poser des problèmes d'adaptation aux unités agroalimentaires. À cet égard, la possibilité de découplage, sans pour autant remettre en cause la vocation laitière et bovine de l'agriculture bas-normande, peut cependant inciter des exploitants à abandonner certaines productions actuellement peu rémunératrices (comme le jeune bovin). La révision des dispositifs encadrant la production laitière va très probablement entraîner une baisse du prix du lait qui, même compensée par des aides directes, ne sera pas sans répercussion sur le devenir d'un certain nombre d'exploitations spécialisées.

Dans l'absolu, cette probable réforme, à laquelle s'ajouteront les conséquences croissantes de l'élargissement de l'Union Européenne à des pays à vocation rurale et agricole affirmée et les effets induits par les négociations de l'OMC (dans le sens d'un abaissement des barrières douanières et d'un soutien moindre aux prix des produits agricoles), accélérera sans nul doute le processus d'évolution dans lequel s'est inscrit l'agriculture bas-normande.

C - LA RÉFORME PRÉVISIBLE DE LA POLITIQUE COMMUNE DES PÊCHES

La réforme de la Politique Commune des Pêches (PCP) envisagée courant 2002 visait en priorité la préservation maximale des stocks. Après des négociations difficiles fin décembre 2002, des quotas provisoires ont été arrêtés pour 2003 ; les aides publiques à la modernisation et à la construction ont été maintenues jusqu'en 2004 mais toutefois assorties d'une obligation de réduction de la capacité globale de la flotte de 3 % entre 2003 et 2004.

Mais à terme les aides publiques au renouvellement de la flotte seront supprimées après cependant une période transitoire pour les bateaux de petite taille.

Par ailleurs, des comités consultatifs régionaux à l'échelle de la mer de la Manche seront créés pour améliorer la participation des pêcheurs à l'élaboration et à la définition de la PCP.

À ces deux éléments marquants que sont l'élargissement de l'Europe et la réforme de la Politique Agricole Commune et des Pêches, il faut ajouter quelques autres facteurs communautaires susceptibles d'influencer l'évolution du paysage socio-économique français.

À ce titre, la transposition dans le droit positif français de directives européennes à connotation environnementale et/ou sanitaire revêt une acuité particulière dans une région comme la Basse-Normandie qui tire à la fois sa notoriété et sa prospérité relative des secteurs primaire (agriculture, sylviculture, pêche et conchyliculture), secondaire (agroalimentaire) et du tourisme via son environnement.

Le caractère de plus en plus drastique de ces directives, transposées attentivement quand ce n'est pas avec zèle, n'est pas sans poser de réels problèmes en termes de développement pour une région comme la nôtre. De surcroît, le retard

pris par la France dans l'accomplissement de ce processus de transposition (93 directives étaient bloquées à fin 2002 dans diverses administrations dont 20 par le seul ministère de l'Agriculture) devra être rattrapé le plus rapidement possible, ce qui augure d'un possible durcissement de la réglementation dans un certain nombre de domaines.

Autre facteur susceptible de modifier la donne économique des années à venir, l'ouverture à la concurrence du trafic fret ferroviaire, identique dans l'esprit et les objectifs à celles relatives à l'ouverture des marchés du gaz et de l'électricité, doit être prise en compte. Ainsi, en mars 2003, le réseau trans-européen de fret ferroviaire (50 000 km en Europe) a été ouvert aux services internationaux de transports de marchandises. En 2008, cet accès sera étendu à l'ensemble des réseaux nationaux. Ce type de mesure est susceptible, en particulier pour une région maritime disposant de ports de taille moyenne (Caen et Cherbourg) et située à proximité du plus grand port français du littoral Manche-Atlantique (Le Havre), de créer des conditions nouvelles pour le développement économique, sans oublier les avantages environnementaux que l'on peut en retirer sur le plan de la limitation du trafic routier.

Globalement, le contexte dans lequel la Basse-Normandie est appelée à évoluer dans les années à venir est notamment caractérisé par une accentuation des conditions d'exercice de la concurrence. En cela, rien de nouveau sinon que les activités économiques régionales les plus présentes en Basse-Normandie (agriculture, agroalimentaire, sous-traitance industrielle) se révèlent par nature particulièrement exposées à ce type d'évolution.

À ces constats relativement incontournables, il faut ajouter un déplacement vers l'Est du centre de gravité européen et un potentiel d'aides européennes très probablement réduit du fait de cet élargissement de l'Union Européenne.

Pour autant, ces évolutions ne comportent pas que des inconvénients. Elles signifient également que de nouveaux marchés vont apparaître ou se développer dans lesquels les producteurs et les entrepreneurs bas-normands pourront trouver des possibilités d'expansion et de diversification.

III - DES PERSPECTIVES D'ÉVOLUTIONS ET DE RÉFORMES AU PLAN NATIONAL

Aux évolutions récentes et à venir du contexte international et communautaire s'ajoute un certain nombre de paramètres, spécifiquement nationaux ceux-là, susceptibles d'influencer l'environnement social et économique régional.

À cet égard et outre les facteurs conjoncturels classiques que sont l'économie et les relations internationales, très difficiles à prévoir dans leurs évolutions même à

court terme¹, il semble sage de considérer et de convenir que cinq données de nature structurelle influenceront le contexte national dans lequel la Basse-Normandie est appelée à évoluer au cours de ces prochaines années, à savoir :

- un vieillissement continu de la population,
- les premiers effets de la réforme du régime des retraites,
- la prise en compte économique et sociale du processus de réduction du temps de travail,
- la relance de la Décentralisation.
- de probables tensions sur le marché de l'emploi.

A - UN VIEILLISSEMENT INÉLUCTABLE DE LA POPULATION À COURT, MOYEN ET LONG TERMES²

En s'appuyant sur les résultats du recensement de 1999, l'INSEE a réalisé de nouvelles projections de population sur les cinquante ans à venir. Elles apportent un éclairage sur le devenir possible de la population française, sa structuration et concluent à un vieillissement inéluctable.

Parmi les principaux enseignements qui peuvent être tirés de cet exercice prospectif, on retiendra tout d'abord la poursuite de l'augmentation du nombre de français (en métropole) mais à rythme décroissant : + 2,1 % entre 2000 et 2005, + 1,8 % entre 2005 et 2010, + 1,5 % entre 2010 et 2015. À titre indicatif, cette progression pourrait cesser dès 2040.

Par ailleurs, la part des 0 à 19 ans poursuivra sa diminution : de 25,6 % en 2000 de la population totale à 23,2 % en 2015 tandis que celle des plus de 60 ans continuera de croître allant de 20,6 % en 2000 à 25,3 % en 2015.

On assiste à cet égard à une forte croissance des plus de 60 ans qui s'explique par l'arrivée aux âges élevés des générations nombreuses du baby-boom, nées entre 1945 et 1975. Ainsi, les premières d'entre elles, nées après-guerre, atteindront 60 ans en 2005.

De surcroît, ces générations resteront en vie plus longtemps du fait d'un accroissement progressif de l'espérance de vie. Ainsi en 2000, un homme de soixante ans pouvait espérer vivre encore 20,2 ans et une femme du même âge 25,6 ans ; en 2035, ces espérances de vie pourraient être respectivement de 25,3 ans et de 34 ans. Pour mémoire, en 1980, après l'âge de 60 ans, un homme pouvait espérer vivre 17,3 années supplémentaires et une femme 22,4 années. Il faut également souligner que depuis 1996 l'espérance de vie des hommes après 60 ans a crû plus vite que celle des femmes : respectivement de +0,5 année contre +0,3 année.

¹ Pour mémoire, il faut se remémorer la très grande variabilité de la conjoncture économique ces cinq dernières années passant de la prospérité, à la dépression puis à la croissance molle.

² D'après "projection de population à l'horizon 2050" INSEE n° 762 - Mars 2001

Il faut enfin insister sur le renversement de tendance qui interviendra dès 2006 en ce qui concerne le rapport population âgée/population en âge de travailler et qui se concrétisera par une diminution du nombre de personnes en âge de travailler pour les 20-59 ans. On assistera donc à une augmentation nette du rapport population âgée/population en âge de travailler passant de 383 personnes pour 1000 en 2005 à 480 pour 1000 en 2015, pour atteindre 782 pour 1000 en 2050.

Cette perspective de vieillissement inéluctable de la population introduit une autre problématique, non moins importante, en l'occurrence celle des effets éventuels dus à la réforme du régime des retraites.

B - LA RÉFORME DES RÉGIMES DE RETRAITE ET SON IMPACT SOCIO-ÉCONOMIQUE

Le projet gouvernemental de réforme des régimes de retraite et ses évolutions corrélatives éventuelles, seules ou cumulées (augmentation de la durée d'activité, augmentation des cotisations, baisse du montant des pensions...), ne seront probablement pas sans induire des conséquences sur l'économie et les modes de vie dans un futur proche.

Cette réforme dont la nécessité apparaît incontestable, - selon le Conseil d'Orientation sur les Retraites (COR), en 2040, en conservant l'actuel système, il y aurait un cotisant pour un retraité contre 1,7 cotisant pour un retraité aujourd'hui - produira des effets multiples et affectera, entre autres, l'importance de la population active, la pyramide des âges au sein des entreprises (avec un usage plus restreint des pré-retraites), l'usage accru des dispositifs de formation et de reconversion (pour permettre aux salariés d'évoluer plus encore durant la durée accrue de leur carrière), le comportement des agents économiques tant actifs que retraités (leur propension à épargner notamment)...

Ainsi, cette réforme des régimes de retraite qui, à certains égards, marque une rupture avec la tendance passée à réduire la place du travail dans le quotidien et la vie des actifs, devra donc être prise en compte en particulier pour les transformations économiques et sociologiques qu'elle ne manquera pas de générer.

C - LA RÉDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL ET SON IMPACT SOCIOLOGIQUE ET ÉCONOMIQUE

Autre question relevant de la sphère du travail, l'aménagement-réduction du temps de travail (ARTT) et son impact constitueront une autre problématique qu'il importe de prendre en considération dans le court et le moyen termes.

Du point de vue des entreprises exposées à la concurrence internationale (soit sur le marché intérieur, soit au plan de l'exportation), cette réforme, sociologiquement adoptée et entrée dans les mœurs, peut constituer un éventuel facteur d'altération de leur compétitivité, notamment dans les petites unités industrielles.

Au plan sociétal, l'ARTT a introduit de nouveaux comportements et notamment une nouvelle organisation du temps libre suscitant corrélativement un développement économique indéniable pour certains secteurs comme ceux du tourisme, des loisirs et de l'équipement de la maison.

Dans le cas de la Basse-Normandie, région ayant un temps bénéficié d'un fort mouvement de décentralisation industrielle, principalement axée sur des tâches de production, cette problématique mérite d'être posée sans pour autant qu'il soit possible d'y répondre avec précision. En tout état de cause, l'accompagnement des entreprises dans la recherche de solutions ou de dispositifs améliorant leur compétitivité devra faire partie des orientations à privilégier.

Enfin, d'ici quelques années, il faudra à coup sûr gérer les tensions nées du télescopage de l'ARTT et du départ en nombre d'actifs beaucoup plus important qu'à l'heure actuelle.

Toutes ces questions, départ dès 2006 d'un nombre considérable d'actifs, à peine retardé par l'allongement possible de la durée d'activité consécutive à la réforme des régimes des retraites, application de l'ARTT, constitueront, sans même préjuger de probables nouveaux impératifs nés de la concurrence économique, autant de paramètres qui interféreront sur la situation économique (et sociale) nationale, et partant, celle de la Basse-Normandie.

D - UNE DÉCENTRALISATION BIENTÔT RENFORCÉE

20 ans après les lois de 1982 et de 1983, un nouvel élan est donné à la Décentralisation. En l'occurrence, il s'agit, en élargissant leurs domaines de compétences, de renforcer durablement le pouvoir des collectivités territoriales.

À ce projet de réforme correspond tout d'abord la révision constitutionnelle ratifiée le 17 mars 2003 par le Parlement réuni en Congrès avec en particulier l'affirmation solennelle de "l'organisation décentralisée" de la République et l'inscription de la Région dans le texte même de la Constitution.

Au-delà de ces rectifications indispensables mais formelles, plusieurs textes, discutés et votés, courant 2003, viendront concrétiser ce processus de renforcement de la Décentralisation. Globalement, ils auront trait aux transferts de compétences, aux modes de financement et aux possibilités institutionnelles nouvelles (droit à l'expérimentation, référendums locaux...). Ils entreront en vigueur dès 2004 pour les premiers d'entre eux.

Sous réserve de leur vote par le Parlement, voici quelles pourraient être les inflexions nouvelles données à la Décentralisation.

Ainsi, les Départements seront amenés à gérer l'ensemble des politiques de proximité et notamment celles de nature sociale (logement, accompagnement des personnes handicapées, RMI...) de même que l'entretien des routes nationales (à l'exclusion des grandes liaisons d'aménagement du territoire). Également, la carte scolaire des établissements, la politique de l'eau (à l'exception de la police de l'eau) ressortiront du domaine départemental.

Les Régions auront pour mission de prendre en charge l'ensemble des aides économiques et en particulier la gestion des aides aux entreprises qui relève actuellement des services déconcentrés de l'État. Au plan de l'aménagement du territoire, elles hériteront de la responsabilité des grandes infrastructures (ports, aéroports, canaux...) qui ne sont pas d'intérêt national.

Au plan de la santé, les Régions deviendront parties prenantes des schémas régionaux d'organisation sanitaire et participeront à certains financements hospitaliers. Les Régions assumeront également la politique du tourisme.

Dans le domaine de la formation, elles assureront un véritable leadership. Tout d'abord, elles seront maîtres d'œuvre de la politique de formation professionnelle. De ce fait, certains outils de formation professionnelle seront placés sous leur autorité (AFPA par exemple).

En matière d'éducation, les Régions auront désormais la gestion de certains personnels de la filière technique, ouvrière et de services (comme les Départements dans le domaine des collèges). Elles copiloteront avec l'État la carte des formations professionnalisantes (jusqu'à bac +3) et la gestion des différentes structures d'orientation.

En outre, des expérimentations pourraient être menées dans l'éducation (surcroît d'autonomie pédagogique dans certaines académies pilotes), la justice (protection judiciaire de la jeunesse), la santé (dans le domaine des Agences Régionales de l'Hospitalisation), de la culture (pour la gestion des musées) et de l'économie (gestion des fonds européens).

En ce qui concerne les ressources, un partage avec l'État de la taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) pourrait assurer le financement de cette décentralisation accrue. Cette source de financement pourrait être secondée par l'attribution d'une part augmentée de la taxe professionnelle pour financer les actions de développement économique des Régions. Enfin, une augmentation des dotations de transfert pour des secteurs comme la formation professionnelle est envisageable.

Ce renforcement de la Décentralisation, sans toucher significativement au paysage institutionnel et à sa complexité, pourra avoir pour effet de favoriser, sous l'angle de la proximité, la prise de décision à l'échelon le plus pertinent. En ce qui concerne le développement économique, le secteur des entreprises pourrait en bénéficier dans la mesure où les collectivités locales, avec en particulier la Région comme chef de file, pourrait faire preuve d'une plus grande réactivité aux besoins des agents économiques et aux modifications du contexte.

E - VERS 2006, UN CHOC DÉMOGRAPHIQUE À L'ORIGINE DE TENSIONS PROBABLES SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL

Dès 2006, la nécessité de remplacer les départs à la retraite de ceux issus des générations nombreuses nées de l'immédiat après-guerre risque de générer de considérables tensions sur le marché du travail, tensions dont l'acuité sera tributaire du niveau d'activité économique. Le ralentissement observé de la natalité ne doit pas

pouvoir permettre le renouvellement des générations, de même que les taux d'activité en baisse des jeunes et des 55-64 ans. Ces phénomènes cumulatifs pourraient entraîner au niveau national une diminution de la population active estimée à 20 000 personnes par an. Cette perspective concerne l'ensemble des pays européens.

La résolution de cette problématique, susceptible d'affecter l'économie nationale, impose la prise en compte de plusieurs types de réponses.

Outre l'inflexion de la politique d'immigration, une amélioration du taux d'activité des jeunes, basée en particulier sur le développement de l'alternance est envisageable, quoique limitée dans ses effets.

En revanche, chez les travailleurs âgés, la ressource en emploi pourrait être plus conséquente mais suppose, tant chez les salariés que chez les employeurs, de modifier le consensus très large en faveur d'un retrait précoce du marché du travail des actifs à partir de 55 ans. Cela nécessite la mise en œuvre de politiques variées en faveur de l'adaptation des postes de travail, de la formation professionnelle et de la validation des acquis de l'expérience des travailleurs âgés. Cela impose également une réduction du recours à tous les dispositifs publics de retrait anticipé du marché du travail.

De plus, il faudra composer avec les disparités qui ne vont pas manquer de se manifester entre métiers, secteurs et territoires. Aussi, d'une façon générale, les métiers les plus qualifiés et le domaine des services aux particuliers vont-ils connaître des tensions fortes. La polarisation des territoires (entre les plus attractifs et les autres) créera des concurrences qui s'opéreront au détriment des territoires les plus fragiles.

Voici brièvement quels sont les enjeux qui pourraient affecter le marché du travail au cours des toutes prochaines années et qui vont entrer en interférence avec d'autres problématiques économiques et sociologiques.

F - LA DÉTERMINATION NÉCESSAIRE DE CHOIX ÉNERGÉTIQUES DURABLES

À ces cinq paramètres au contenu social et économique affirmé, il faut en ajouter un sixième très spécifique, en l'occurrence celui de la détermination de la future politique énergétique française.

Les questions du devenir de la production et de la consommation d'énergie se posent avec d'autant plus d'acuité à la société française (comme au niveau international) qu'elles concernent l'économie (et l'indépendance énergétique nationale), l'environnement (effet de serre, gestion des déchets...) et nos modes de vie (une demande toujours croissante de confort induisant une augmentation constante de la consommation).

C'est pourquoi, compte tenu du caractère crucial de ces domaines, un débat national sur l'énergie est actuellement initié. Il a pour but de dégager un consensus sur les grands choix énergétiques pour la France à l'horizon 2030 en vue de

l'élaboration d'une loi d'orientation qui pourrait être soumise au Parlement à l'automne 2003.

Il s'agit d'une problématique qui, comme bien d'autres, ne saurait se satisfaire du statu quo. Dès lors deux questions essentielles structurent la réflexion : la demande en énergie peut-elle continuer de croître ? Et comment doit-on faire évoluer les modes de production et de consommation ?

Ce débat et les nouvelles orientations à apporter à la politique énergétique nationale doivent donc dès à présent recevoir des réponses dont la mise en œuvre sera graduée dans le temps compte tenu de la nature des structures et des impératifs de production et/ou d'approvisionnement : amortissement des installations de production, contrats à long terme, exigences de la recherche et de l'expérimentation.

À titre d'information, en 2001, la consommation d'énergie primaire en France avait crû de 50 % depuis 1973 et pourrait augmenter encore de 20 % d'ici 2020. Toujours en 2001, la France pourvoyait à la moitié de ses besoins énergétiques (133 millions de tonnes équivalent pétrole sur un total de 267, dont 41 % grâce au seul secteur nucléaire). Pour mémoire, en 1973 le pétrole représentait les 2/3 de la consommation d'énergie primaire ; il ne correspond plus aujourd'hui qu'à 36 % de celle-ci.

Les énergies renouvelables (y compris l'hydraulique mais hors biomasse) ne correspondent qu'à peine à 7 % des ressources primaires d'énergie.

Plusieurs enjeux s'offrent donc à la France dans les années et les décennies à venir ; il s'agit d'une façon générale :

- de la maîtrise de la consommation énergétique avec en particulier celle des secteurs des transports et du logement, à l'heure actuelle insuffisamment maîtrisée,
- de l'indépendance énergétique nationale (la facture énergétique actuelle est de 23 milliards d'Euros par an),
- de la question du renouvellement quantitatif et qualitatif du parc nucléaire et du maintien des savoir-faire français en la matière. Avant 2020, 14 réacteurs auront dépassé les 40 ans de fonctionnement,
- du mode de gestion des déchets notamment d'origine nucléaire,
- et enfin, de la diversification des ressources énergétiques et en particulier l'augmentation de celles considérées comme renouvelables (éolienne, hydraulique, solaire, géothermique)³.

Toutes ces questions aujourd'hui posées recevront des réponses à court, moyen et long termes ; celles-ci influenceront non seulement sur les conditions globales du développement de la France mais aussi sur les politiques et les moyens de production d'énergies dans les régions.

³ Le protocole de Kyoto, ratifié entre autre par la France, prévoit une réduction drastique (8 %) des émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2010.

DEUXIÈME PARTIE

L'ÉVOLUTION RÉCENTE DE LA BASSE-NORMANDIE AU PLAN GÉNÉRAL ET SON POSITIONNEMENT ACTUEL

Après l'évolution du contexte et des grands enjeux nationaux et internationaux auxquels la Basse-Normandie sera inéluctablement confrontée, l'appréciation des évolutions récentes de la région et de son positionnement démographique, économique et social constitue la seconde partie de ce bilan diagnostic. Successivement, seront dès lors évoquées l'approche démographique, à la fois en termes de constats, de mutations et de perspectives, les questions de l'emploi et du chômage, les spécificités économiques régionales, pour enfin conclure sur les problématiques de territoire.

I - LES PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS DU RGP 1999

À la différence du bilan-diagnostic opéré en 1998, cette actualisation présente l'avantage de disposer des résultats du RGP 1999 ce qui permet de bénéficier d'un grand nombre d'informations avérées et autorise également des visions prospectives intéressantes et susceptibles d'enrichir la réflexion.

Au plan formel, ce bilan rappellera dans un premier temps les enseignements majeurs du recensement en termes d'évolution et de localisation des différents phénomènes démographiques constatés. Dans un second temps, une approche plus prospective de la démographie de la Basse-Normandie sera proposée.

A - L'ÉVOLUTION DÉMOGRAPHIQUE DE LA BASSE-NORMANDIE

Avec 1 422 200 habitants recensés en 1999, la Basse-Normandie a enregistré depuis 1990 une croissance de 30 800 habitants soit + 0,24 % de rythme de croissance annuelle soit deux fois moins vite qu'entre 1975 et 1982. Avec cet effectif d'habitants, la Basse-Normandie demeure au 17^{ème} rang des régions françaises.

À titre de comparaison, la France métropolitaine a enregistré durant la période 90-99 une croissance annuelle de + 0,37 %. Pour mémoire, la population bas-normande représentait en 1999 2,43 % de la population française contre 2,49 % en 1982 et 2,53 % en 1968.

Cette croissance n'est pas uniforme puisqu'à lui seul le département du Calvados a enregistré une augmentation de 29 900 habitants (de 618 500 à 648 400) tandis que la Manche a gagné 1 900 habitants et que l'Orne en a perdu 900.

Mais ces évolutions n'ont pas été au plan infra-départemental homogènes. Ainsi a-t-on constaté dans la Manche et l'Orne l'existence de micro-régions au sein desquelles la population a crû traduisant un dynamisme certain dû à des facteurs naturels (littoral, proximité de l'Île de France, qualités paysagère et de vie), infrastructurels (desserte par un axe de communication à grand débit comme par exemple l'A84...) et/ou économiques. C'est le cas de la zone de Granville, de Coutances - Agon-Coutainville, d'une partie du Perche...

L'augmentation de la population bas-normande est uniquement due à l'excédent des naissances sur les décès (+39 000). En revanche, le solde migratoire est resté négatif de plus de 8 000 personnes avec, là aussi, de fortes distorsions départementales : + 5 500 ans le Calvados, - 8 600 dans la Manche et - 5 100 pour l'Orne.

Le taux de natalité s'établit à 12,3 % soit 0,2 point de moins que le taux national. Le taux de mortalité atteint 9,4 % soit 0,4 point de plus que la France, conséquence directe du vieillissement avéré de la population régionale. Il faut à cet égard rappeler que ces deux caractéristiques – taux de natalité inférieur au taux national et taux de mortalité supérieur au taux national – sont apparues dès 1989.

B - DE MOINS EN MOINS DE JEUNES DANS LA POPULATION BAS-NORMANDE...

Longtemps caractérisée par sa jeunesse, la population régionale est en passe de perdre cette spécificité. Comme le montre le tableau n°1 réalisé à partir des estimations localisées de population calculées par l'INSEE, le différentiel entre la Basse-Normandie et la France pour les 0-19 ans, autrefois favorable à la région, place désormais la Basse-Normandie en deçà de la moyenne nationale.

Il était au recensement de 1990 de 0,2 point en faveur de notre région ; il est devenu négatif au recensement de 1999 (-0,5 point) et était estimé à -0,6 point en 2001.

0 - 19 ans	1990 (RGP)	1999 (RGP)	2001 (e)
Basse-Normandie	28,0 % (408 645)	25,2 % (374 462)	24,8 % (370 702)
France	27,8 %	25,7 %	25,4 %

Tableau n° 1 -Évolution de la part des 0-19 ans dans la population entre 1990 et 2001 (e)

D'après estimations localisées de l'INSEE (France entière)

Si l'on se situe du point de vue de la classe d'âge des 15-29 ans, mêlant étudiants et primo-travailleurs, les données sont comparables. La proportion de cette

classe d'âge était en 1975 de 25 %, de 20 % en 1999 et ne sera probablement plus que 17 % en 2015.

Cette diminution substantielle du nombre de jeunes n'est pas seulement due à une baisse du taux de natalité. Elle est surtout causée par l'exode des jeunes à la fois pour des motifs scolaires, universitaires et économiques (recherche d'un - premier - emploi). Ainsi, entre 1990 et 1999, 50 000 jeunes de 15 à 29 ans ont quitté la Basse-Normandie, départs incomplètement compensés par 30 000 arrivées seulement. Le déficit migratoire s'est donc établi à 20 000 jeunes et la moitié de ce déficit résulterait du départ de jeunes diplômés de l'enseignement supérieur. À ce propos, d'après l'Observatoire Régional des Formations Supérieures (ORFS), 54 % des titulaires de maîtrises délivrées par l'Université de Caen trouvent un premier emploi à l'extérieur de la Basse-Normandie.

D'un département à l'autre, l'importance des flux migratoires est variable :

- +1 800 pour le Calvados,
- -13 000 pour la Manche,
- -8 500 pour l'Orne.

C - ... ET UNE POPULATION ÂGÉE DE PLUS EN PLUS IMPORTANTE

Les décennies passées ont été marquées par un net vieillissement de la population régionale. De 1975 à 1999, le nombre de personnes âgées de plus de 60 ans a augmenté de 40 % tandis que le nombre de jeunes diminuait de 20 %. Deux phénomènes conjugués sont à l'origine de ce phénomène : l'allongement de la durée de la vie et un solde migratoire favorable régionalement à cette catégorie d'âge.

Si seulement 23 % de la population régionale ont dépassé 60 ans (cf. tableau n° 2), ce qui place la Basse-Normandie en situation médiane au sein des régions françaises, cette position marque cependant un des vieillissements les plus accélérés de toutes les régions françaises, statistiquement causé également par le départ des jeunes.

+ 60 ans	1990 (RGP)	1999 (RGP)	2001 (e)
Basse-Normandie	20,5 %	22,8 %	23,0 %
France	19,0 %	20,6 %	20,6 %

Tableau n° 2 - L'évolution de la part des + 60 ans dans la population entre 1990 et 2001(e)
D'après estimations localisées de l'INSEE (France entière)

Au plan des départements, on observera un vieillissement très important dans le Calvados (les plus de 60 ans ont crû de 46 % en 1975 et 1999 !). Malgré ce constat, ce département demeure le plus jeune avec à peine une personne sur 5 ayant dépassé les 60 ans alors que dans la Manche et l'Orne, cette proportion est de une sur quatre.

Le solde migratoire des plus de 60 ans est nettement positif et s'établit à +10 000 personnes sur la période 90-99.

À l'horizon 2020, les plus de 60 ans devraient représenter 33 % de la population régionale (475 000 personnes), soit pratiquement la population actuelle des bassins de Caen et de Bayeux.

D - UN SOLDE MIGRATOIRE DEPUIS LONGTEMPS NÉGATIF MAIS EN COURS DE RETOURNEMENT

Contrairement à la plupart des régions de l'Ouest, la Basse-Normandie a été caractérisée durant la décennie 90 par la persistance d'un solde migratoire négatif. Toutefois, la situation de la région s'est quelque peu améliorée, les départs n'excédant plus les arrivées que de 8 200 personnes contre 9 500 entre 1982 et 1990 (et beaucoup plus encore auparavant). Il semblerait même qu'à la date de rédaction de ce bilan-diagnostic, le solde migratoire bas-normand soit devenu nul ce qui constituerait l'amorce d'un retournement tout à fait remarquable.

Pour expliquer cette évolution remarquable, deux facteurs peuvent être avancés, l'un de façon certaine, l'autre avec plus de circonspection. D'une part, les migrations de personnes de plus de soixante ans ne cessent de croître ; d'autre part, il semblerait que la Basse-Normandie retienne mieux qu'auparavant ses jeunes en âge d'entreprendre des études supérieures, grâce probablement à une offre de formations plus étendues.

Si le solde apparaissait quantitativement peu important (entre 1990 et 1999), les mouvements de population ont cependant été considérables puisque 100 000 personnes entre 1990 et 1999 sont venues s'installer en Basse-Normandie alors que 108 500 la quittaient.

Au plan spatial, les échanges de population avec les régions voisines ont été contrastés mais globalement défavorables à la Basse-Normandie. Si les mouvements entre Normandie nous sont favorables, il n'en est pas de même avec la Bretagne et les Pays de la Loire, régions avec lesquelles le solde est très négatif, et estimé comme étant de l'ordre de -7 000 personnes avec chacune des deux régions. Ce déséquilibre démographique spécifique a même été multiplié par deux en vingt ans.

Au plan générationnel, ce sont les jeunes bas-normands qui constituent l'essentiel des migrants pour des motifs tenant à la formation et/ou à la recherche d'un emploi. Ainsi, 42 000 jeunes de 20 à 29 ans sont partis de Basse-Normandie pour seulement 19 000 arrivants. Il faut souligner que cette situation affecte également, mais à des degrés variables, l'ensemble des régions de la façade atlantique. Cependant, il faut convenir que ce phénomène est plus particulièrement marqué en Basse-Normandie. Ces fortes migrations tiennent largement à la généralisation et à l'allongement des études.

Toutefois, c'est entre 25 et 29 ans que les bas-normands sont les plus nombreux à partir : 25 000 ont ainsi élu domicile en Bretagne, Pays de la Loire et Ile

de France, attirés par le dynamisme économique et un éventail plus large de formations supérieures.

Au plan départemental, ce sont respectivement près de 13 500 et de 10 700 jeunes de 25 à 29 ans qui ont quitté la Manche et l'Orne, essentiellement vers les pôles universitaires de Paris, Nantes, Rennes et Caen.

Au-delà de 35 ans, la situation s'améliore nettement. La Basse-Normandie présente un solde positif de 5 000 adultes en âge d'activité, soit bien plus qu'au cours de la décennie précédente, à la faveur d'une forte progression des arrivées. Cette évolution positive est bien répartie sur l'ensemble de la région puisqu'à l'exception de Cherbourg toutes les régions ont vu leur solde migratoire s'améliorer.

Mais c'est à l'âge de la retraite que le bénéfice des mouvements migratoires est le plus important. Il s'élève sur la dernière décennie à plus de 10 000 personnes. Au plan spatial, l'attractivité s'opère surtout au profit du Pays d'Auge, du littoral manchois et du Perche.

	20-24 ans	25 à 34 ans	35 à 59 ans	60 ans et plus	20 ans et plus
Arrivées en Basse-Normandie	8 790	29 881	39 873	21 261	99 805
Départs de Basse-Normandie	16 803	42 949	34 889	11 043	105 684
Solde migratoire 1990-1999	-8 013	-13 068	+4 984	+10 218	-5 879
Solde migratoire 1982-1990	-7 432	-8 135	+2 077	+7 484	-6 506

Tableau n° 3 - Solde des migrations entre 1990 et 1999 en Basse-Normandie pour les classes d'âge de 20 ans et plus

Source : INSEE, Recensements de la population de 1990 à 1999

E - DES PERSPECTIVES DE VIEILLISSEMENT VOIRE DE DIMINUTION DE LA POPULATION

Après l'évocation liminaire des projections démographiques envisageables à l'échelon national d'ici 2050, il est également possible au niveau régional de procéder à une approche comparable mais à échéance 2030 via les enseignements tirés de l'application par l'INSEE du modèle OMPHALE au recensement de 1999.

Plusieurs perspectives peuvent être soulignées :

- une progression de la population à court et moyen termes, à laquelle succéderait une possible diminution à l'horizon 2030,
- un vieillissement avéré,
- une inversion du solde migratoire,

- des évolutions aux plans départemental et des bassins d'emploi très contrastées.

Toutefois, avant de prendre connaissance de ces projections, il convient de souligner leur caractère relativement aléatoire et le fait qu'elles ne représentent que des hypothèses d'évolution en l'état actuel des connaissances et des tendances démographiques. À titre indicatif et pour mémoire, il avait été procédé au milieu des années 1980, sur la foi des résultats des recensements généraux de la population de 1975 et de 1982, à des projections de population traçant des évolutions possibles à l'horizon 1990 et 2000. Celles-ci tablaient, en hypothèse haute, sur un nombre d'habitants atteignant 1 406 559 (1 397 815 en hypothèse basse) et sur une aggravation du solde migratoire. Or, en 1999, la population bas-normande comptabilisait 1 422 000 individus, soit 16 000 de plus que la prévision la plus optimiste et ce, sous l'influence notamment d'une contraction du solde migratoire.

Ceci doit donc inciter les lecteurs à une interprétation prudente (du même nom que le modèle de projection retenu par l'INSEE à cette époque), toute réflexion à 10, 20 et a fortiori 30 ans ne pouvant être opérée non sans risques.

- La population bas-normande devrait compter d'ici 2030 environ 50 000 habitants supplémentaires pour atteindre environ 1 473 000 habitants ; mais cette croissance ne sera pas linéaire et trois périodes à cet égard doivent être distinguées. Jusqu'en 2010, une progression de 33 000 habitants pourrait être observée, selon un rythme à peine atténué par rapport aux années 1990. Entre 2010 et 2020, le gain de population devrait être divisé par deux en raison notamment d'un net fléchissement du solde naturel. Enfin, entre 2020 et 2030, en raison d'un solde naturel négatif (les décès l'emportant sur les naissances), la population régionale subirait un mouvement baissier.

- Le vieillissement de la population, déjà entamé ces dernières années, s'intensifierait. Les jeunes de moins de 25 ans ne représenteraient plus qu'à peine 20 % de la population contre un quart actuellement tandis que les plus de 60 ans, aujourd'hui représentant moins du quart de la population, dépasseraient en 2030 le tiers de celle-ci. Mécaniquement, ces phénomènes démographiques se traduiraient par une réduction des naissances et un accroissement des décès.

À ce titre, 2006 constituerait une année charnière. C'est en effet à partir de cette date que l'effectif des 40-59 ans entamera une diminution et que celui des plus de 60 ans connaîtra l'amorce d'une forte hausse estimée jusqu'en 2021 à 100 000 personnes, d'où une double problématique régionale :

- celle de la disponibilité progressive en services et en capacités d'accueil suffisants et adaptés pour les personnes âgées,
- celle des tensions accrues sur le marché de l'emploi. À ce propos, selon une étude menée par l'ERREFOM, le nombre des actifs de plus de 50 ans au sein des dix principaux secteurs d'activités régionaux⁴ était au recensement de 1999 de près de 60 000 personnes. Dans le secteur public (santé, éducation, administration), la proportion de plus de 50 ans oscille entre 21 et

⁴ Échantillon représentant 54 % de la population active ayant un emploi en Basse-Normandie.

25 %. Dans le secteur privé, elle est généralement inférieure à 20 % sauf dans l'industrie automobile où elle atteint 29 %.

- Si, à l'issue des années 1990, le solde migratoire régional se révélait encore négatif (- 8 000 personnes sur l'ensemble de la période intercensitaire), il pourrait cependant tendre vers l'équilibre, par ailleurs peut être déjà atteint à la date de rédaction de ce document ce qui constitue l'amorce d'un véritable retournement au plan démographique. Néanmoins, il s'agit d'une supputation car l'évolution favorable du solde migratoire a pu être influencée par l'excellence de la situation économique qui a prévalu jusqu'à la mi-2001. Dans la continuité de cette tendance, en 2010 les arrivées dépasseraient les départs de 6 000 personnes, puis de près de 15 000 au cours de chacune des décennies suivantes, ce qui constituerait une véritable mutation.

Toutefois, ces mouvements, a priori favorables, auraient à long terme un impact négatif sur la population totale bas-normande du fait de l'âge des émigrants car ceux-ci seront surtout composés de jeunes familles. Ainsi, si ces départs et ces arrivées n'avaient pas eu lieu au cours des années en cause, la Basse-Normandie compterait 1 505 000 habitants en 2030 au lieu de 1 473 000 comme escompté.

- Au plan départemental, les évolutions attendues pourraient se révéler très contrastées. Seul le Calvados bénéficierait d'un essor démographique continu jusqu'en 2030 pour compter 720 000 habitants soit 70 000 de plus qu'aujourd'hui. Le département de la Manche conserverait sa population actuelle avec des modifications de sa structure au profit des seniors (estimés en 2030 à plus de 38 % du total).

Le département de l'Orne subirait le double effet d'un fort déficit naturel et d'un solde migratoire négatif, surtout du fait du départ des jeunes. Il ne représenterait plus que 20 % de la population régionale avec 271 000 habitants contre 292 000 aujourd'hui.

Au niveau des bassins d'emploi, Caen et Cherbourg concentreraient presque la moitié de la population régionale en 2030, Caen atteignant les 500 000 habitants et Cherbourg 210 000. Le bassin de Granville, sous l'impulsion notamment de l'installation des seniors, connaîtrait une croissance de 6 000 habitants.

Mais en revanche, près de la moitié des bassins bas-normands enregistrerait un recul d'ici 2030 : Saint-Lô, Argentan, L'Aigle, Alençon, Avranches et Vire confirmeraient en cela en partie les tendances actuelles.

II - UNE SITUATION DE L'EMPLOI CONSACRANT DE FORTES VARIATIONS STRUCTURELLES ET CONJONCTURELLES

Depuis 1990, l'emploi en Basse-Normandie a été caractérisé par de considérables évolutions de nature à la fois conjoncturelle et structurelle. Les constats opérés à partir de l'analyse du recensement de 1999 et d'une période plus récente, en l'occurrence 1996-2001, corroborent ce point de vue.

L'intérêt de procéder à une lecture attentive quoique rapide des résultats du recensement de 1999, malgré le relatif éloignement de la période considérée (1990-1999), est de mettre en évidence des évolutions structurelles pour certaines considérables. En revanche, l'observation d'une période plus proche (1996-2001) autorise une perception des dernières évolutions connues, de nature conjoncturelles celles-là.

La connaissance de l'évolution de l'emploi dans les établissements de plus de 50 salariés au 31 décembre 2002 viendra compléter cette évocation.

A - ENTRE 1990 ET 1999, DE RÉELLES ÉVOLUTIONS STRUCTURELLES

Avec 545 580 emplois répertoriés (au lieu de résidence), la population active régionale ayant un emploi n'aura augmenté que de 0,46 % (+ 2 100 emplois) entre 1990 et 1999 contre + 3,3 % au niveau national⁵. Cet écart significatif de croissance trouve notamment son explication dans l'évolution très négative de certains secteurs et/ou catégories socioprofessionnelles comme celle des agriculteurs-exploitants (-24 300 emplois), des ouvriers non qualifiés (- 11 000) et des artisans, commerçants et chefs d'entreprise (- 5 500), pertes considérables qu'il a fallu compenser.

Cette évolution intercensitaire n'a cependant pas été linéaire. En effet, les premières années de la décennie 1990 se sont traduites par une diminution de la population active ayant un emploi mais à partir de 1997 un très net regain s'est opéré.

Au plan de la structure de l'emploi, les mutations ont été considérables. Outre la diminution de 43 % des agriculteurs-exploitants, principalement à l'origine de la baisse importante du nombre des non-salariés (-26 %), il faut mentionner l'augmentation très significative des effectifs de cadres supérieurs (+24 % contre + 18 % en France) qui, en liaison avec celle des employés, démontre l'importance croissante du secteur tertiaire et en particulier des services dans l'économie bas-normande. Cependant, le retard en matière d'encadrement demeure notoire (8 % de la population active en Basse-Normandie contre 13 % en France).

Une autre caractéristique doit également être relevée. Il s'agit de la baisse importante du nombre d'ouvriers non-qualifiés (-11 000) opérée notamment au détriment de l'emploi féminin. À ce propos, la place des femmes au sein de la population active ayant un emploi est passée de 42,9 % en 1990 à 44,7 % en 1999 (soit + 11 000 femmes).

La précarité accrue de l'emploi dans certains secteurs économiques constitue également une évolution marquante. C'est en particulier le cas dans le commerce où 44 % des employés étaient en 1999 à temps partiel contre 28 % en 1990. Plus généralement, on observe entre les deux derniers recensements une augmentation de 34 % du nombre de salariés sous contrats à durée déterminée et de 170 % de l'intérim (exprimé en emplois équivalents temps plein). Il ressort de ces évolutions une croissance globale de la précarité sans pour autant qu'il soit possible de

⁵ Pour mémoire, entre 1982 et 1990, la population active ayant un emploi (comptabilisée au lieu de résidence) avait régressé de 0,34%.

distinguer avec certitude les situations précaires librement consenties de celles imposées.

Ces derniers paramètres appellent trois observations : d'une part, il s'agit d'une tendance que l'on peut qualifier de nationale et d'européenne ; d'autre part, en ce qui concerne l'intérim, la structuration économique de la Basse-Normandie, avec un secteur automobile et une présence considérable de la sous-traitance, favorise le recours à ce type d'emploi précaire pour mieux accompagner les à-coups de la demande répercutés par les donneurs d'ordres ; enfin, en 2002, si le nombre de contrats d'intérim est demeuré à son plus haut niveau (de l'ordre de 400 000), son équivalence en ETP a diminué d'environ 6 % par rapport à 2001.

B - DEPUIS 2001, LES PREMIERS EFFETS D'UNE CONJONCTURE PLUTÔT PRÉOCCUPANTE

Si la décennie 1990-1999 a surtout été caractérisée par de significatives évolutions structurelles au sein d'une population active numériquement stable, la période récente 2000-2002 est marquée en revanche par une grande volatilité conjoncturelle.

Ainsi l'année 2000 s'est-elle traduite par une croissance exceptionnelle (+ 14 000 emplois salariés) permettant à la population active ayant un emploi de culminer à 568 000 personnes⁶ contre 530 000 en 1996, soit une hausse annuelle de 1,4 % (1,7 % en France), variation tout à fait remarquable si l'on considère que l'emploi agricole et par extension non-salarié a continué de se dégrader durant la période en cause. Du point de vue de l'emploi salarié, l'augmentation annuelle a été de 2,1 % comme en France.

À la période de prospérité avérée (1997-2001) a succédé une autre période caractérisée par une croissance très fluctuante (voire nulle) et incertaine se traduisant par un sévère ralentissement économique dont les effets apparaissent préoccupants. Sans qu'il soit à l'heure actuelle possible d'en mesurer les conséquences précises en termes d'évolution de la population active ayant un emploi, l'année 2001 s'est achevée par un déficit d'emplois industriels considérable (- 4 600 emplois⁷) imputable pour partie au sinistre du groupe Moulinex mais aussi à d'autres secteurs naguère porteurs comme l'électronique (avec en particulier les suppressions d'emploi chez Philips Semiconducteurs et la fermeture de Syléa), le travail des métaux (Table de France) et la construction navale (DCN). Heureusement, l'automobile, secteur phare de l'industrie bas-normande, a poursuivi sa croissance accompagnée à un degré moindre par certaines activités agroalimentaires, pharmaceutiques et de production d'énergie.

⁶ Estimation.

⁷ Selon l'URSSAF.

III - UNE ÉVOLUTION DU CHÔMAGE CONFORME À CELLE DE LA CONJONCTURE

Au plan de l'évolution du chômage, la période 1997-2002 est remarquable par l'ampleur de la baisse enregistrée. Ainsi, le nombre de demandeurs d'emploi (catégorie 1 + 6 confondues⁸) est passé de 87 121 à 63 706, soit une baisse de presque 27 %. Toutefois, ce mouvement global de diminution intègre deux périodes bien distinctes, l'une allant de 1997 à 2000 correspondant à une véritable chute du chômage (de 87 121 à 60 232 demandeurs d'emploi soit - 31 %), l'autre représentant les années 2001 (à partir du second semestre) et 2002 caractérisées par une hausse modérée de la demande d'emploi (de 60 232 à 63 706 soit + 5,8 %), reflétant le ralentissement de l'activité économique.

Le taux de chômage régional a bien entendu suivi la même trajectoire passant de 11,8 % pour atteindre 8,8 % en décembre 2002 (contre 9,1 % en France), ce qui situe la Basse-Normandie au 12^{ème} rang national. À ce propos, les évolutions observées tant en France qu'au plan régional ont été sur la période pratiquement identiques.

Au niveau des bassins d'emploi, trois d'entre eux conservent des taux de chômage supérieurs à la moyenne nationale. Il s'agit de Cherbourg (10,0 %), de Caen (9,7 %) et de Lisieux (9,3 %). Les bassins situés dans le sud-ouest de la Basse-Normandie demeurent marqués par des taux particulièrement faibles (inférieurs à 7,3 %) ce qui, pour autant, ne doit pas être interprété systématiquement comme la traduction d'un dynamisme avéré. Quelques-uns de ces derniers bassins présentent même à certains égards les signes avant coureurs d'une possible dévitalisation se traduisant notamment par un solde migratoire des 15-29 ans particulièrement négatif.

Au cours de la période 1997-2002, si le chômage a connu une décélération significative, il n'en a pas moins conservé certaines de ses principales spécificités structurelles et notamment un chômage des jeunes toujours considérable⁹. Les moins de 25 ans représentent ainsi 24 % des demandeurs d'emploi bas-normands (25,5 % en 1997) contre 19,6 % au niveau national. Il faut sans doute voir dans cette caractéristique la persistance entre autres d'un niveau de formation de ce public insatisfaisant et toujours perfectible.

En revanche, sous l'impact des politiques publiques (nationales et régionales), le chômage de longue durée a connu une diminution notable de 8 points (de 36 à 28 % des demandeurs d'emploi) et demeure légèrement inférieur au niveau national (de l'ordre de 29 %).

Enfin, le ralentissement de la croissance économique s'est opéré au détriment des demandeurs d'emploi de sexe masculin et des jeunes, l'importance de ces catégories au sein des populations de demandeurs d'emploi ayant significativement augmenté au cours des années 2001 et 2002.

⁸ Soit l'ancienne définition du chômage.

⁹ Cette spécificité se retrouve à des degrés divers dans la plupart des régions du Grand Ouest.

IV - UNE ÉCONOMIE EN ÉVOLUTION ET SOUMISE À UNE DÉPENDANCE EXTÉRIEURE CROISSANTE

Loin d'être figée, l'économie bas-normande a poursuivi ces cinq dernières années son processus d'évolution et de transformation. Ces changements, parfois voulus, souvent subis, douloureux ou insensibles, ont pour première illustration la modification continue des équilibres entre grands secteurs. Ainsi, entre 1997 et 2001, l'agriculture est passée de 9,0 % de la population active ayant un emploi à 7,5 % (contre cependant 3,8 % au niveau national), l'industrie de 21,5 % à 20,5 % et le tertiaire de 62,5 % à 66 %.

Au-delà de ces évolutions, par ailleurs conformes aux tendances générales, il faut souligner l'existence d'un certain nombre de spécificités qui caractérisent, positivement ou négativement, l'économie bas-normande.

Il en va ainsi du degré de dépendance. À cet égard, 40 % des salariés régionaux du secteur marchand sont employés par un centre de décision situé à l'extérieur de la Basse-Normandie. Ce degré de dépendance s'accroît en fonction de la taille des établissements concernés. De ce fait, les entreprises indépendantes ayant une activité en région sont, dans leur presque totalité, des petites et moyennes entreprises tandis que 4 établissements sur 5 de plus de 200 salariés relèvent d'un groupe extérieur à la région.

Il faut cependant relativiser ce propos en indiquant que cette situation concerne la plupart des économies régionales.

Dans le même ordre d'idées, l'économie bas-normande présente la particularité de reposer sur un tissu de petites (et même très petites) et moyennes entreprises. L'importance de l'artisanat est là pour en témoigner avec un taux de présence égal ou supérieur selon les secteurs au taux national et une progression globale du nombre d'emplois dépendant de ce champ d'activités. Par ailleurs, une comparaison avec les données nationales met en évidence une présence supérieure à la moyenne nationale d'établissements employant entre 50 et 200 salariés¹⁰, pour beaucoup d'entre eux en situation de sous-traitance, ce qui constitue une autre illustration de la situation de dépendance déjà évoquée plus haut.

Cette dépendance se traduit enfin par une grande sensibilité aux évolutions conjoncturelles. Ainsi, l'économie bas-normande a par exemple créé un grand nombre d'emplois durant l'année 2000, période de très forte croissance s'il en fut. À l'inverse, les ralentissements économiques sont ressentis de façon de moins en moins différée et depuis 2001 de nombreuses restructurations ou annonces de fermetures d'entreprises ou de délocalisations sont là pour en attester (Moulinex, Philips Semiconducteurs, secteurs textile-habillement, équipement du foyer, construction mécanique...). De surcroît, certains secteurs (pêche, agriculture), très directement exposés à des décisions communautaires, soit en termes de normes, soit de contingentement, en subissent régulièrement les effets restrictifs et destructurants.

¹⁰ Les établissements employant entre 50 et 200 salariés représentent en Basse-Normandie 1,06 % de l'ensemble des établissements recensés contre 0,99 % en France selon l'analyse des fichiers INSEE – SIRENE.

Au-delà de cette spécificité majeure, d'autres éléments d'appréciation doivent être pris en compte, certains permettant de constater que la Basse-Normandie enregistre des évolutions et résultats économiques plutôt favorables, d'autres demeurant relativement préoccupants.

Ainsi, une autre particularité doit être soulignée. Il s'agit de la faiblesse du taux d'encadrement en Basse-Normandie (rappelons-le de l'ordre de 8 % du total des salariés contre 13 % au plan national), illustrant à la fois l'orientation manufacturière des établissements industriels bas-normands de même que le retard dans le développement tertiaire et en particulier des services, constaté en Basse-Normandie.

Toutefois, cette différence notable se comble progressivement puisque le nombre de cadres supérieurs a crû de 24 % entre 1990 et 1999 contre 18 % au niveau national comme déjà mentionné dans ce document.

Le produit intérieur brut (PIB) constitue un autre critère probant d'appréciation au plan économique. À cet égard, le PIB par emploi a crû plus vite en Basse-Normandie qu'en France, que ce soit entre 1990 et 2001 qu'entre 1995 et 2001 (+ 14,8 % contre +12,5 % au plan national). Néanmoins, notre région se classe encore au 20^{ème} rang national avec un PIB de 50 970 € par emploi. Peu flatteur a priori, ce classement doit cependant être relativisé. En effet, les PIB par emploi de la Bretagne (51 784 €) et des Pays de la Loire (51 531 €) sont à peu de choses près comparables. On peut en déduire que la structuration des économies des régions du Nord-Ouest (importance de l'agriculture et de l'agroalimentaire, niveau d'encadrement inférieur...) induit des niveaux de PIB par emploi moins élevés.

En ce qui concerne le PIB par habitant, la Basse-Normandie, se situe dans le groupe très fourni des régions affichant un montant oscillant entre 20 000 et 22 000 euros. Il faut préciser que ce ratio a également connu au plan régional une évolution plus favorable sur la dernière décennie qu'au plan national : + 42,9 % contre + 39,1 % entre 1990 et 2001.

Considérées généralement comme un paramètre positionnant plutôt négativement la Basse-Normandie, les données relatives au salaire moyen doivent être analysées avec attention. En effet, si le salaire net moyen annuel servi en Basse-Normandie est inférieur à la moyenne nationale comme le montre le tableau n°4, l'examen des salaires nets moyens annuels par catégorie socioprofessionnelle montre que notre région se situe très près de la moyenne des régions (hors Ile-de-France) et à égalité sinon mieux que les régions voisines. Là aussi, les effets de structures (faiblesse de l'encadrement, prééminence de l'agroalimentaire, qualification globale moins élevée...) jouent donc un rôle négatif.

	Salaire net moyen annuel (en €)	Cadres et chefs d'entreprise	Prof. intermédiaires	Employés	OQ	ONQ
Basse-Normandie	15 893	32 644	19 455	12 611	14 111	10 952
Bretagne	15 971	32 174	19 110	12 647	13 674	10 773
Pays de la Loire	16 027	33 346	19 220	12 582	13 775	11 130
Poitou-Charentes	15 720	32 343	18 968	12 645	13 541	11 068

Province	16 599	32 855	19 588	12 777	14 354	11 221
Métropole	17 948	35 970	20 126	13 195	14 617	11 357

Tableau n° 4 - Les salaires nets moyens annuels en Basse-Normandie dans les régions du Grand Ouest, en Province et en métropole en 1999

Source : INSEE - DADS

Malgré les efforts consentis et les dispositifs d'accompagnement mis en place, la propension régionale à commercer avec l'étranger demeure insuffisante. Ainsi, le montant des exportations bas-normandes enregistré en 2002 est resté comparable à celui atteint en 1997, c'est-à-dire de l'ordre de 3,50 milliards d'euros. En 2002, le solde commercial est même devenu négatif, n'autorisant un taux de couverture que de 92 %.

Cependant certains facteurs objectifs d'ordre conjoncturel et/ou structurel viennent relativiser et expliquer cette situation peu satisfaisante :

- baisse forte des exportations dans le secteur de l'équipement du foyer (- 31,5 % en 2002), en partie imputable à la disparition de Moulinex,
- forte présence de PME aux potentialités exportatrices parfois limitées,
- secteurs agricoles et agroalimentaires très présents en volume mais non en valeur,
- calcul des montants exportés sujet à caution en raison de la localisation hors région de nombreux sièges sociaux et des activités de sous-traitance.

Indicateur régulièrement cité pour apprécier le dynamisme économique, la création d'entreprises apparaît en Basse-Normandie comme en retrait par rapport au niveau national. Avec 4 750 créations (créations pures, reprises et réactivations confondues), notre région affiche un nombre de créations pour 10 000 habitants de 33 contre 46 en France métropolitaine et 44 en moyenne des régions françaises. De surcroît, il faut souligner que ce ratio a évolué à la baisse au cours des dix dernières années : 36 en 1993, 37 en 1997.

Plus préoccupant est le pourcentage de créations pures par rapport à l'ensemble des créations. Avec une proportion de 55 %, la Basse-Normandie se classe en la matière au 21^{ème} rang national (22^{ème} rang en 2001). Pourtant, c'est ce type de création qui est le plus susceptible de produire des effets favorables sur l'emploi à moyen et long termes.

Toutefois, il faut attirer l'attention sur le rôle positif joué par les plates-formes d'initiative locale, au nombre de 7 en Basse-Normandie (dont 5 dans la Manche et une dans chacun des deux autres départements). En 2001, elles ont été, grâce à leur effet levier, à l'origine de 130 créations d'entreprises et plus particulièrement de 7 % des créations effectives dans le domaine du commerce et de l'artisanat.

Enfin, il convient de rappeler et de souligner une dernière spécificité de l'économie régionale, en l'occurrence l'impact économique tout à fait considérable du secteur nucléaire en Basse-Normandie. Tant en termes d'emplois (de l'ordre de 6 000 à 7 000 emplois en intégrant les activités de COGEMA - EDF FLAMANVILLE, ANDRA et DCN), que de contribution au PIB régional, d'apports en termes de ressources fiscales permettant la réalisation d'investissements locaux et départementaux de grande ampleur, de développement scientifique et de transferts

de technologies (création d'un pôle d'ambiance par exemple), le nucléaire constitue un véritable pôle économique pour la Basse-Normandie.

Le maintien probable du plan de charge de la COGEMA ainsi que l'éventualité évoquée de renforcer les capacités de production de l'une des trois centrales nucléaires de production d'énergie électrique situées en Normandie sont de nature à conforter ce secteur d'activité.

V - DES DYNAMIQUES TERRITORIALES EN ÉVOLUTION PERMANENTE

L'analyse attentive de la répartition des populations, des moyens de production, de la richesse et des situations de pauvreté et de précarité qu'autorisent les nombreux outils d'analyse et de diagnostic aujourd'hui disponibles, révèle l'existence au sein d'un même territoire (aux plans national ou régional) de nombreuses différences de nature à altérer le concept légitime et partagé de solidarité et d'aménagement équitable du territoire.

À cet égard, les résultats du recensement général de la population de 1999 ont en particulier mis en évidence des évolutions voire des distorsions au plan notamment de la répartition de la population et de l'emploi qui justifient la mise en œuvre de politiques ou de dispositifs de rééquilibrage ou de compensation. Dès lors, elles ont pour cadre l'Union Européenne (Objectif 2, programmes d'initiative communautaires Leader + et Interreg) ou le plan national (Prime d'Aménagement du Territoire, zonages à finalité économique...). Par ailleurs, loin de rester inactifs, les territoires eux-mêmes s'organisent ou se fédèrent au travers de l'intercommunalité ou de la politique des pays.

Ainsi, les territoires composant la Basse-Normandie ne sont pas figés ; ils évoluent constamment imposant aux pouvoirs publics la nécessité d'une réelle prise en compte et d'une anticipation constante.

A - DEUX TIERS DES BAS-NORMANDS VIVENT À L'HEURE URBAINE

Tendance lourde, affectant depuis plusieurs décennies la plupart des régions françaises, l'urbanisation gagne également du terrain en Basse-Normandie, région pourtant réputée pour sa relative résistance à cette forme de mutations sociologiques, économiques et territoriales. Entre les deux derniers recensements (1990 et 1999), les zones vivant à l'heure urbaine, c'est-à-dire les agglomérations et les espaces périurbains¹¹ sont passées de 783 000 à 923 000 habitants (soit 65 % de la population régionale). Corrélativement, l'espace à dominante rurale a régressé, passant de 610 000 à 499 000 habitants, non du fait de la migration ou du non-remplacement de ses habitants mais bien plutôt de l'extension continue de l'influence des aires urbanisées.

¹¹ D'après la répartition spatiale adoptée par l'INSEE : pôles urbains, couronnes périurbaines et communes multipolarisées.

C'est le cas d'une grande partie du Calvados qui, d'Est en Ouest, forme désormais un ensemble continu d'espaces vivant à l'heure urbaine, se poursuivant d'ailleurs vers le littoral Ouest du département de la Manche en passant par Saint-Lô et Coutances. D'autres axes urbains se développent ; il s'agit des zones de Vire et de Flers, d'Alençon et d'Argentan, d'Avranches et de Granville. Demeurent encore isolées Cherbourg, L'Aigle et Nogent-le-Rotrou dont l'influence déborde sur la partie sud du Perche ornais.

D'une certaine manière, on assiste également à une spécialisation du territoire avec, d'une part, des communes résidentielles, et d'autre part, des zones à vocation plus économique. Ainsi, depuis une trentaine d'années, les bas-normands privilégient l'installation dans des communes de taille moyenne situées dans ou à proximité de grandes périphéries urbaines. En revanche, les entreprises continuent de se concentrer dans les plus grandes villes. Pour illustrer cette affirmation, le recensement de 1999 a établi que les 100 communes les plus peuplées rassemblent 68 % des emplois pour seulement 48 % des actifs exerçant une activité.

La résultante de cette évolution est un accroissement des déplacements domicile-travail et donc des besoins croissants en moyens de transports et en axes de communication à grand débit. Au plan quantitatif, 62 % des actifs bas-normands en 1999 quittaient leurs communes pour travailler contre 51 % en 1990.

Cependant, il convient de rappeler que la Basse-Normandie conserve un maillage particulièrement dense de villes petites et moyennes offrant à la majorité de la population régionale la possibilité de disposer des services les plus usuels à proximité de son lieu de résidence (et/ou de travail).

B - CAEN, UNE CAPITALE RÉGIONALE EN FORTE EXPANSION

Selon des données statistiques incontestables, Caen et son bassin d'emploi apparaissent être le moteur économique de la Basse-Normandie, concentrant les fonctions productives, commerciales et de services, de même qu'administratives et universitaires et reproduisant à de nombreux égards le mode de développement francilien à l'échelle nationale.

Sur 15 % du territoire régional, le bassin d'emploi caennais concentre 30 % de la population et des emplois mais surtout 84 % de la croissance démographique entre 1990 et 1999 (contre 65 % entre 1982 et 1990), présente des soldes naturels (+ 20 430 personnes soit 52 % du résultat régional en la matière) et migratoires (+ 5 054 habitants contre - 8 140 à l'échelle régionale) positifs. En outre, le bassin d'emploi de Caen se positionne au cœur d'une organisation radiale de la plupart des moyens de transports régionaux.

Quelques autres données viennent conforter cet argumentaire : 42 % de la population du bassin d'emploi caennais ont moins de 30 ans (38 % en moyenne régionale). L'attractivité auprès des 20-24 ans est forte (contrairement à ce qui est constaté ailleurs) avec un solde migratoire positif de 6 200 personnes, de même que chez les 30-59 ans avec +1 120 personnes.

Avec 165 700 emplois, sa population active a crû de 12 000 personnes par rapport à 1990 alors que le restant de la région en perdait 9 000. De surcroît, le développement économique se focalise sur 8 communes de l'agglomération caennaise qui représentent 60 % des emplois du bassin et ont connu à elles seules une augmentation de leur population active de 8 000 personnes.

Ces caractéristiques quantitatives se doublent de spécificités qualitatives. Ainsi, sous l'impulsion de la technopôle caennaise, la création et le développement d'entreprises innovantes (start-up) sont principalement localisés sur l'agglomération caennaise.

De même, les fonctions métropolitaines supérieures régionales (cadres supérieurs, ingénieurs, chercheurs ou enseignements de l'enseignement supérieur) y sont localisées pour plus de la moitié (56 %). Il faut même souligner que la part de ceux-ci présents dans l'aire urbaine caennaise a augmenté de 4 points entre 1990 et 1999. En effet, sur les 2 400 emplois supérieurs urbains créés dans les années quatre vingt dix en Basse-Normandie, près de 1 900 (80 %) l'ont été dans l'aire urbaine de Caen.

Enfin, la création récente de la communauté d'agglomération de Caen-la Mer (regroupant 28 communes et 216 000 habitants), s'étendant jusqu'au littoral, doit constituer un facteur supplémentaire de développement renforçant encore la l'importance de la capitale régionale et de sa grande périphérie.

Cet ensemble de données confirme, s'il fallait encore le prouver, la prééminence de Caen, de son agglomération et de son bassin d'emploi sur l'ensemble de la région. Pour autant, la Basse-Normandie peut-elle se passer d'une capitale attractive alors que la concurrence entre métropoles régionales fait plus que jamais rage ? Le vrai problème est non celui de l'attractivité de Caen et de son aire urbaine au sein du territoire régional mais bien plutôt celle de Caen par rapport aux autres capitales régionales du Grand Ouest.

C - UNE INTERCOMMUNALITÉ EN DÉVELOPPEMENT CONTINU

L'intercommunalité participe également à la recomposition du territoire régional. Il convient à cet égard de souligner que, depuis le précédent bilan-diagnostic, la coopération intercommunale à fiscalité propre a connu en Basse-Normandie un considérable essor à la fois sous l'impulsion de la Loi Chevènement¹² de juillet 1999 et du fait de l'intérêt toujours plus soutenu des élus pour ce dispositif.

Le tableau n°5 résume bien le développement continu de la coopération intercommunale en Basse-Normandie, région faut-il le rappeler composée de 1 813 communes dont 79 % d'entre elles comptent moins de 700 habitants (contre 42 % en Pays de la Loire et même 32 % en Bretagne).

Ainsi, à fin 2002 (octobre), 85,5 % de la population régionale dépendaient d'une intercommunalité à fiscalité propre, soit la presque totalité des habitants de la

¹² Loi favorisant la simplification de la coopération intercommunale, et relançant l'intercommunalité urbaine et le recours à la taxe professionnelle unique.

Manche (98,0 %) et de l'Orne (95,0 %), le Calvados restant nettement en retrait (71 %). Toutefois, ce département entame actuellement un processus de rattrapage tout à fait soutenu.

	1994	1999 (juin)	2002 (octobre)
Districts	16	15	-
Communautés urbaines	1	2	2
Communautés de communes	44	83	113
Communautés de villes	1	1	-
Communautés d'agglomération	-	-	2
TOTAL	62	101	117

Tableau n° 5 : L'évolution de la coopération intercommunale en Basse-Normandie de 1994 à 2002

Source : CESR

En termes de bilan (à fin 2002), 268 communes demeurent rétives à cette forme d'organisation mais comme le Calvados accélère son mouvement d'adhésion, il y a fort à parier que d'ici quelques années, seules quelques dizaines de communes resteront à l'écart des dispositifs intercommunaux à fiscalité propre. Mais l'intercommunalité régionale persiste dans une étroitesse certaine de ses délimitations territoriales (s'inspirant souvent des cantons notamment dans le département de la Manche) et démographiques (7 650 habitants en moyenne par communauté de communes contre 11 000 en France).

À cette exigüité correspond une prudence certaine dans l'importance des transferts de compétences ainsi qu'une superposition rémanente avec l'intercommunalité de services (SIVU, SIVOM...). Enfin, le recours à la TPU est limité (17 établissements publics de coopération intercommunale, soit 270 communes et 27 % de la population régionale) contre des proportions beaucoup plus importantes en Bretagne et en Pays de la Loire.

À moyen terme, l'intercommunalité bas-normande à fiscalité propre devra s'orienter vers la recherche de périmètres plus pertinents (c'est-à-dire plus étendus et plus peuplés) autorisant, via une fiscalité adaptée, la prise en compte de projets de développement plus structurants.

Enfin, les Pays, confrontés également à des problématiques de délimitation de leurs territoires, arrivent progressivement à maturité. Cependant, à l'heure actuelle, aucun d'entre eux n'a encore contractualisé avec l'État et la Région dans le cadre du volet territorial du Contrat de Plan 2000-2006.

D - DES ZONAGES COMMUNAUTAIRES REVUS À LA BAISSÉ

opérée fin 1999, la réforme des fonds structurels européens est venue bouleverser le traditionnel ordonnancement des objectifs (au nombre de 7) et des programmes d'initiative communautaires. Depuis cette date, la Basse-Normandie est notamment éligible à l'objectif 2 "reconversion économique et sociale des zones en difficultés structurelles" en lieu et place des anciens objectifs 2 (zone en déclin industriel) et 5b (diversification économique des zones rurales).

Cette réforme a entraîné une diminution significative de la population régionale concernée, celle-ci baissant de 38 % (contre - 28 % en France). Cependant 54 % de la population régionale demeurent éligibles contre 31 % sur l'ensemble de la métropole, plaçant en la matière la Basse-Normandie au 3^{ème} rang des régions françaises aidées. De surcroît, les territoires qui ne sont plus éligibles (Val de Saire, Hague, Centre Manche, Est du Calvados, Perche et une partie de l'Alençonnais) bénéficient d'un dispositif de soutien transitoire. Globalement, les crédits européens disponibles sur la période 2000-2006 sont d'un montant de 265 Millions d'€.

On peut observer à cet égard une certaine difficulté à utiliser pleinement les fonds européens. Ainsi, à fin 2002, à peine 25 % des crédits FEDER potentiellement disponibles en Basse-Normandie avaient fait l'objet d'une programmation. Les crédits FSE présentaient à la même date un profil de programmation plus favorable car proche de 35 %. Toutefois, cette situation de sous-consommation n'est pas spécifique à la Basse-Normandie ; elle est en partie due à la complexité administrative et financière des procédures communautaires.

La Basse-Normandie est également concernée par deux programmes d'initiative communautaires : Leader + et Interreg III (B et C). Leader + couvre pratiquement les trois quarts du territoire bas-normand. Ces programmes sont tous caractérisés par des démarrages tardifs.

Outre ces dispositifs communautaires, d'autres zonages, de nature nationale cette fois, sont mis en œuvre sur le territoire régional. Ils correspondent à une volonté de rééquilibrage en faveur de quartiers urbains fragiles, d'espaces en situation économique préoccupante, ou encore de développement économique.

Ainsi, la Prime d'Aménagement du Territoire (PAT) a fait l'objet début 2001 d'une refonte concernant à la fois les espaces concernés et ses modalités d'application. Elle intéresse désormais le Cotentin, le Sud-Est de la Manche, le Bocage Virois jusqu'à la zone de Falaise, la périphérie caennaise, le Pays d'Auge et une large zone alençonnaise.

Également, au titre des politiques de soutien au milieu rural, la Basse-Normandie est le cadre d'application de zonages relatifs à la revitalisation rurale (ZRR) et aux zones agricoles défavorisées. En ce qui concerne la ville, les zones urbaines sensibles (ZUS) et de dynamisation urbaine (ZDU) ont été conservées tandis que deux nouvelles zones franches (situées à Caen) s'ajoutaient à celles d'Octeville dans le Nord-Cotentin et d'Alençon.

TROISIÈME PARTIE

LES PRINCIPALES ÉVOLUTIONS SECTORIELLES RÉCENTES OBSERVÉES EN BASSE-NORMANDIE

Consécutivement à l'approche globale de l'évolution récente de la Basse-Normandie, il est utile de procéder dans une troisième et dernière partie à une analyse détaillée des secteurs les plus susceptibles d'exercer une influence sur le développement régional. Dans cette optique, les domaines transversaux seront tout d'abord examinés : formation, communications, recherche ; puis ensuite, seront évoqués des secteurs spécifiques comme l'agriculture, les productions marines, l'industrie, l'artisanat, la construction, le commerce, les services, le tourisme et l'environnement.

I - DES RÉSULTATS FAVORABLES MAIS ENCORE PERFECTIBLES DANS LE DOMAINE DE LA FORMATION

A - UNE AMÉLIORATION RELATIVE DES NIVEAUX SCOLAIRES

Longtemps caractérisée par un retard significatif dans le domaine de la formation, la Basse-Normandie a entrepris depuis une vingtaine d'années de combattre ce handicap structurel majeur. Une amélioration certaine a dès lors été constatée puisque par exemple le taux d'accès au niveau bac d'une génération d'élèves est passé de 23,2 % en 1975 à 60,3 % en 1997 et l'écart négatif avec la métropole est passé de 7 points à seulement 2,5 points en 1997.

Toutefois, malgré la poursuite des efforts consentis en la matière, il semble que sur la période récente (1997-2002) les progrès enregistrés aient été moins significatifs, certains paramètres d'appréciation affichant soit une stagnation, soit même à certains égards une régression.

Des indicateurs pourtant continuent de s'améliorer. Il en va ainsi du taux de scolarisation à deux ans qui est toujours supérieur à la moyenne nationale, voire très nettement supérieur comme c'est le cas pour les départements de la Manche (46,0 %) et l'Orne (42,3 %) contre 35,2 % en métropole. De même, l'initiation aux langues vivantes en CM1 et CM2 est plus développée dans les trois départements bas-normands qu'en France (de 76,5 % à 82, 8 % contre 71,5 % en moyenne métropolitaine).

Un autre facteur encourageant doit être signalé. Il s'agit de la baisse significative de la proportion d'élèves ayant au moins deux ans de retard. En dix ans, les taux ont été divisés par deux pour la 6^{ème} et la 3^{ème} et sont passés de 33,4 % en terminale à 20,8 %. Désormais, les taux bas-normands sont pratiquement identiques à ceux enregistrés en France.

Concernant les taux de succès aux examens en 2000, il faut aujourd'hui considérer que la Basse-Normandie ne se distingue plus de la moyenne française. Les taux de réussite sont supérieurs de quelques décimales en ce qui concerne les BEP (74,0 %), de 1,2 point pour le brevet des collèges (79,4 %), de 1,3 point pour le bac professionnel (80,8%), de 3,1 points pour le bac technologique (82,5%). Ils sont cependant inférieurs pour le CAP (73,8 %) et surtout pour le bac général (76,7 % contre 80,1 % en France).

Les taux de réussite académiques aux évaluations entreprises en classe de 6^{ème} se sont également améliorés en français et sont désormais très proches de ceux enregistrés en métropole (67,8 points contre 68,5 points) tandis qu'en mathématiques, les résultats demeurent très légèrement supérieurs à ceux de métropole (64,8 contre 64,6). Pour mémoire, en 1991, la situation régionale se situait très en deçà des résultats nationaux (de l'ordre de 3 à 4 points).

Toutefois, certains paramètres n'ont pas ou peu évolué ces dernières années. Il en va ainsi de la proportion de bacheliers d'une même génération, inchangée depuis 1997 (58,3 %). Il convient de signaler que cette part est de 61,5 % en métropole. Mais en 1997, cinq académies enregistraient des résultats inférieurs alors qu'en 2000, seules trois académies se situaient en deçà de la Basse-Normandie.

Dans le même ordre d'idées, quelques autres indicateurs sont caractérisés par une altération des résultats enregistrés et en cela constituent une véritable préoccupation.

Ainsi, le taux de sortie des élèves du secondaire en 1999 (tous secteurs confondus) sans qualification (c'est-à-dire de niveau VI et V Bis) est de 9 % contre 7,6 % en France. En 1995, il était de 7 % contre 8,4 % au plan national. On observe donc une inversion de tendance. Cependant, la reprise économique vigoureuse peut expliquer des sorties en nombre supérieur d'autant que la structure de l'économie bas-normande est plus demandeuse en emplois peu ou pas qualifiés.

D'une façon plus détaillée et sur une période plus récente (1998-2002), les sorties du système éducatif, telles qu'analysées par le Rectorat, sont marquées également par une augmentation. C'est le cas en fin de 5^{ème} (de 2,9 % à 3,3 %), de 3^{ème} (de 10,7 % à 12 %), et de seconde professionnelle (de 8,6 % à 10,5 %). Elles ont cependant très légèrement baissé à l'issue de la 4^{ème} (de 4 % à 3,9 %). Enfin, ces sorties sont surtout le fait des élèves de sexe masculin.

D'autres informations doivent également être prises en considération pour compléter cette rapide évaluation de l'évolution de la formation en Basse-Normandie au cours des toutes dernières années.

B - UNE BAISSÉ GÉNÉRALISÉE DES EFFECTIFS SCOLAIRES

En premier lieu, la baisse généralisée des effectifs scolaires et universitaires (au sens de l'enseignement supérieur) constitue un fait notable. On observera que cette diminution prend d'autant plus d'ampleur que l'on s'élève dans le cursus de formation. Cette évolution est sans doute due à des causes à la fois structurelles (une démographie progressivement moins favorable et des phénomènes migratoires conséquents touchant les 16-29 ans) et conjoncturelles (une augmentation de l'offre d'emploi incitant à un abandon plus précoce des études). Les effectifs du 1^{er} degré entre 1997-1998 et 2001-2002 ont ainsi diminué de 4,2 % (de 159 665 élèves à 152 939), ceux du second degré de 5,9 % (de 139 031 à 130 783), ceux des lycées en particulier de 7,3 % (de 70 301 à 65 572 en 2002-2003), ceux de l'enseignement supérieur de 7,8 % (de 35 336 à 32 572¹³) et notamment ceux de l'université de 8,3 % (de 26 607 à 23 751)¹⁴.

Toutefois, dans ce contexte de baisse généralisée tant à l'échelon régional que national, les dernières informations disponibles relatant les inscriptions en première année de l'enseignement supérieur pour 2002-2003 dénotent une évolution cette fois plus favorable au niveau régional que national. Ainsi, les inscriptions à l'Université de Caen connaissent une croissance de + 3,2 % (- 0,9 % au niveau national), + 2,1 % dans les IUT (- 1,6 %), + 5,8 % en CPGE (+ 2,6 %). Seules les inscriptions en STS (- 4,8 %) diffèrent de la tendance nationale (+ 0,8 %). Ces évolutions globalement positives sont sans doute la conséquence d'une offre accrue de formations et probablement d'une migration des jeunes en relative diminution.

Les taux de scolarisation des 16/19 ans et des 20/24 ans ont enregistré des baisses sensibles sur la période 96/97-99/2000. À cet égard, la Basse-Normandie se caractérise par des évolutions différentes de celles observées en France. D'une part, pour les 16/19 ans, le taux de scolarisation a baissé de 3 points pour s'établir à 83,3 %, se positionnant légèrement en deçà de la moyenne nationale (84,5 %), et d'autre part, le taux des 20/24 ans a baissé de 2 points (à 27,0 %) tandis que le taux français a crû dans le même temps de presque deux points (à 35,1 %). On relèvera que les taux de scolarisation sont très voisins pour les 16/19 ans mais de plus en plus différenciés pour les 20/24 ans (4,4 points en 97, 8,1 points en 2000). Ces évolutions traduisent sans doute une offre accrue de postes de travail (en 2000) et des migrations vers les centres universitaires situés à proximité de la Basse-Normandie (Ile-de-France et Bretagne principalement).

À ce propos, on constate le maintien d'un solde migratoire négatif en ce qui concerne l'inscription des bacheliers à l'université. Ainsi, en 2000-2001, 907 bacheliers (sur 12 009) ont quitté l'Académie et seulement 556 sont venus compenser ces départs, soit un solde négatif de - 341. Ce dernier était de - 267 en 1997. Il faut cependant rappeler que la proximité de la région parisienne lèse les académies voisines puisque toutes celles situées de part et d'autre de l'Ile-de-France présentent des soldes migratoires négatifs¹⁵.

¹³ Données ne concernant que les étudiants ressortant du Ministère de l'Éducation Nationale.

¹⁴ 24 007 en 2002-2003.

¹⁵ Amiens, Dijon, Nantes, Orléans, Tours, Poitiers, Reims et Rouen.

C - UNE ORIENTATION PRÉFÉRENTIELLE VERS LES ENSEIGNEMENTS PROFESSIONNALISÉS

En termes d'orientation, d'autres bilans peuvent être opérés. Quelques-uns d'entre eux traduisent la persistance de certaines spécificités avec notamment une propension à opter pour les filières techniques en relation sans doute avec la structuration particulière de l'économie régionale; d'autres ont trait à l'enseignement supérieur et viennent d'une certaine façon confirmer ces particularismes.

Ainsi, le taux d'accès d'une génération en seconde générale est resté identique en 2001 à ce qu'il était en 1996 (49,4 %) mais il est de 5,6 points inférieur à la moyenne métropolitaine. Cet écart s'est même accru de un point par rapport à 1996.

En revanche, les taux d'accès en seconde professionnelle (BEP et CAP), de 30,2 % et en apprentissage de 12,4 %, restent nettement supérieurs aux données nationales, respectivement de + 2,3 points et de + 3,4 points.

De ce fait, la Basse-Normandie conserve sa caractéristique d'afficher une proportion moindre de bacheliers généraux et technologiques mais légèrement plus importante de bacheliers professionnels : 49,8 % des bacheliers bas-normands sont issus de la filière générale (52,5 % en France), 29,0 % de la filière technologique (29,6 % au plan national) et 21,2 % de la section professionnelle (17,9 % en France).

Au plan générationnel, les mêmes observations peuvent être réalisées : 28,9 % des jeunes bas-normands d'une même génération en 2000 étaient inscrits en bac général (32,6 % en France), 17,0 % en bac technologique (18,3 % en France) et 12,4 % en bac pro (10,8 % en France).

Ces différences ne doivent pas être systématiquement interprétées de façon négative voire péjorative. Ces formes d'orientations plus favorables au technique n'induisent pas à terme des difficultés supérieures d'insertion dans la vie active. D'ailleurs, les statistiques disponibles relatives à la situation des jeunes 7 mois après l'obtention d'un diplôme de ce type sont relativement encourageantes puisque 60,5 % des ex-apprentis (titulaires d'un CAP-BEP), 47 % des titulaires d'un bac technologique, 52 % des titulaires d'un bac pro et 64 % d'un BTS ont un emploi non aidé. Ces données sont d'ailleurs très comparables avec celles affichées au niveau national.

D - DANS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR UNE OFFRE ACCRUE DE STS, DUT ET DE FORMATIONS DE TROISIÈME CYCLE

Au plan de l'enseignement supérieur, une observation préalable s'impose. Elle a trait à la baisse globale des effectifs constatée entre 1996/1997 et 2000/2001. Ainsi, le nombre d'étudiants comptabilisés est passé de 38 487 (tous ministères confondus) à 37 146 soit -3,5 %. Les raisons de cette diminution sont de multiples ordres et probablement démographiques, migratoires et économiques.

Cependant, au plan spécifiquement universitaire, il faut souligner que la rentrée 2002/2003 a été caractérisée par un léger regain des inscriptions, phénomène d'autant plus notable qu'il semble propre à la Basse-Normandie.

Plus particulièrement, en ce qui concerne les inscriptions de bacheliers dans l'enseignement supérieur, on observe entre 96/97 et 2000/2001 une relative constance des flux (8 303 à 8 203). Toutefois, cette quasi-stabilité masque de profondes évolutions. En effet, durant la période en cause, la proportion de bacheliers s'inscrivant dans le supérieur en Basse-Normandie a fortement baissé passant de 74,2 % à 68,8 % (- 6 points). Une évolution comparable a été enregistrée au niveau national : de 82,3 % à 75 % soit - 7 points. Trois raisons peuvent expliquer cette tendance forte à la baisse : d'une part, une orientation vers la vie active plus précoce en Basse-Normandie qu'ailleurs (confortée par une proportion de bacheliers professionnels plus importante qu'en France), une migration post-bac vers d'autres académies, et enfin l'excellence de la situation économique 2000-2001 qui a pu inciter un certain nombre de jeunes à saisir l'opportunité d'un emploi.

Au plan strictement universitaire, durant la période retenue, les inscriptions de bacheliers à l'université proprement dite ont fortement baissé passant de 4 385 à 3 996. En revanche, celles de bacheliers en STS et en IUT ont augmenté durant le même laps de temps de + 6,4 % (de 3 025 à 3 218) sous l'impulsion notamment des primo-inscriptions en IUT (de 997 à 1 136 soit + 13,9 %). Bien entendu, cette croissance est en partie due à l'ouverture de nouveaux départements. Toutefois, malgré cette offre accrue, un tassement très récent au niveau des antennes disséminées sur le territoire régional est observé.

Dans les filières traditionnelles de l'enseignement supérieur, on relève de considérables chutes d'effectifs, en particulier en sciences et en lettres avec toutefois, phénomène rassurant, un redressement en 2002-2003. À cet égard, il convient de souligner que cette évolution récente constitue une spécificité au plan national.

Les filières économiques, juridiques, et de gestion connaissent sur le long terme une diminution globalement moins importante. Toutefois, en deux ans, AES a perdu 7,2 % d'inscrits en 1^{ère} et 2^{ème} années et Droit 3,6 %.

Enfin, une des caractéristiques de l'Université de Caen était sa relative faiblesse en étudiants inscrits en 3^{ème} cycle universitaire. Les progrès enregistrés en la matière depuis 1990 se sont poursuivis. Sur la dernière période (1997-2000), les effectifs concernés ont augmenté de +13,3 %, soit pratiquement deux fois plus vite qu'en France et ce malgré la présence à proximité de l'Île-de-France (concentrant 23 % des étudiants en 3^{ème} cycle répertoriés au niveau national).

Au nombre de 3 516 en 2000, ils représentaient 13,6 % des inscrits à l'Université de Caen (la moyenne observée pour l'ensemble des régions de province est de 14,0 %) ce qui classe la Basse-Normandie au 9^{ème} rang national par ordre d'importance alors qu'elle occupait en 1997 la 13^{ème} position.

L'effort durable entrepris en faveur d'une professionnalisation du 3^{ème} cycle (40 DESS aujourd'hui ouverts en Basse-Normandie) explique pour l'essentiel cette notable amélioration. À court et moyen termes (2007) se pose la question des perspectives ouvertes par la réforme de l'enseignement supérieur et le passage à

des cycles de 3, 5 et 8 ans. En ce sens, l'importance nouvelle donnée au mastère pourrait amplifier cette tendance.

Pour conclure cette partie du bilan-diagnostic consacrée à l'enseignement supérieur, il faut rapidement évoquer le niveau de développement des sites délocalisés qui rassemblent en Basse-Normandie près de 2 500 étudiants principalement en DEUG, en DUT et en écoles d'ingénieurs.

Il est par exemple indéniable que l'antenne de Cherbourg constitue un succès en raison de l'offre de formations proposée (4 DUT, 2 DEUG, 1 école d'ingénieurs - IEC - et INTECHMER), du nombre d'étudiants inscrits (proche de 1 100) et de son enracinement. On peut considérer que ce site a atteint une taille pertinente.

Les autres délocalisations (Lisieux, Vire, Saint-Lô et Alençon), du fait de leur caractère plus récent, étoffent progressivement leurs offres de formation à l'instar d'Alençon qui dispose d'un IUT de plein exercice avec trois DUT (et bientôt un quatrième à la rentrée 2003-2004), d'un DEUG, d'une licence professionnelle et d'une école d'ingénieurs (ISPA). Toutefois, la plupart de ces sites souffrent de la relative désaffection des étudiants pour les disciplines scientifiques, ce problème étant d'ampleur nationale.

E - DES FORMATIONS ET DES ÉQUIPEMENTS SCOLAIRES ET UNIVERSITAIRES DENSIFIÉS

L'effort des pouvoirs publics, notamment sous l'égide des Contrats de Plan État/Région, s'est poursuivi en faveur de l'amélioration quantitative et qualitative des équipements scolaires et universitaires présents en Basse-Normandie.

En ce qui concerne les lycées, les opérations de créations, d'extensions ou d'améliorations des locaux et équipements (internats, ateliers, installations sportives...) ont été poursuivies ces dernières années.

L'effort en la matière a été maintenu alors que les effectifs scolarisés en lycées évoluaient à la baisse. Pour mémoire, les effectifs accueillis dans les lycées publics étaient de 52 500 en 1992, de 47 327 en 1998 et de 46 381 à la rentrée 2002. Cette diminution est également constatée dans les lycées et lycées professionnels privés sous contrat : de 14 154 en 1998, les élèves accueillis dans ces institutions n'étaient plus en septembre 2002 qu'au nombre de 13 222.

Globalement les effectifs totaux, c'est-à-dire enseignements public et privé, non agricole et agricole confondus, ont diminué de 0,53 % entre 2001 et 2002 soit - 348 élèves.

À ce jour, la Basse-Normandie est dotée de 148 lycées ou établissements assimilés (Maisons Familiales et IREO) dont 76 publics.

Au plan des niveaux d'enseignements dispensés, le nombre de formations existantes est le suivant :

Niveau V (CAP-BEP) : 419

Variation 1986/2002

CAP - 22 mais création d'une vingtaine de CAP depuis 5 ans

BEP +122

Niveau IV (BAC, BT et BTA) : 360

Variation 1986/2002

Bac pro + 174

BTn, BT, BTA + 27

Niveau III (BTS, CPGE) : 140

Variation 1986/2002

BTS + 92

CPGE + 14

Parallèlement diverses opérations de création d'amélioration ou d'extension d'équipements ont été menées durant la période 1998 à 2003 :

Externats : 35

Services de restauration : 14

Internats : 25

Ateliers : 39

CDI : 16

Vie Lycéenne : 28

Gymnases et installations sportives : 19

En ce qui concerne les IUT, l'effort s'est poursuivi et, en 5 ans, quatre nouveaux départements ont été ouverts portant leur nombre à 20 soit 3,29 % des DUT proposés en France contre 2,67 % en 1996. Les effectifs globaux de ces instituts s'élevaient en 2001 à 2 747 (Caen 1 687, Cherbourg Manche 728 et Alençon 332) soit 2,37 % des effectifs nationaux (2,28 % en 1996). Pour mémoire, les effectifs sont à la date de rédaction de ce document supérieur à 3 100 de même qu'un nouveau DUT à Alençon a été décidé pour l'année 2003/2004.

En ce qui concerne les constructions universitaires entreprises depuis 1998 dans le cadre des Contrats de Plan État-Région 94/99 et 2000/2006, il faut mentionner la rénovation des bâtiments libérés par les Sciences sur le campus I, les locaux nécessaires aux 2^{ème} et 3^{ème} cycles de sciences sur le Campus II, un amphithéâtre de 500 places toujours sur le Campus II, le premier DUT à Vire, le plateau technique de l'UFR STAPS également sur le Campus II, ainsi que les locaux du DEUG de droit qui doivent être livrés en septembre prochain à Alençon, ceci au titre du Contrat de Plan État-Région 94/99. Au cours du Contrat de Plan État-Région 2000/2006, il faut citer l'achat des ex-locaux de formation EDF (qui restent à

aménager), la restructuration de la Cité Universitaire Lébisey, un 2^{ème} DUT à Saint-Lô et en cours d'achèvement la bibliothèque scientifique sur le Campus II.

F - L'APPRENTISSAGE CARACTÉRISÉ PAR L'ÉLEVATION DES NIVEAUX DE FORMATION

Dans le domaine de l'apprentissage, 9 757 élèves préparent actuellement (année scolaire 2002-2003) un diplôme des ministères de l'Éducation Nationale, de l'Agriculture et de la Pêche. Leur nombre a crû de + 2,7 % depuis 1997, avec toutefois un plus haut en 2000 (9 868 élèves). En revanche, les entrées en 1^{ère} année d'apprentissage n'ont jamais été aussi fortes depuis 1998 avec 4 737 jeunes concernés.

Ainsi, la Basse-Normandie demeure une région où l'apprentissage est très développé. Même si l'évolution enregistrée ces dernières années a été moins forte qu'au plan national, on dénombrait en 2002 dans la région 2,7 % des apprentis préparant en France un diplôme de l'Éducation Nationale.

Par ailleurs, l'élévation des niveaux entamée dès le début des années 1990 se poursuit, intégrant désormais des formations supérieures. Aujourd'hui, plus d'un apprenti bas-normand sur quatre prépare des formations de niveau IV à I

	Effectifs totaux	Niveau V	Niveau IV	Niveaux III, II et I
1987 - 1988	7 729	98,1 %	1,9 %	0 %
1997 - 1998	9 554	80,0 %	15,3 %	4,7 %
2002 - 2003	9 757	73,5 %	18,8 %	7,7 %

Enfin, et à titre indicatif, l'insertion à l'issue de la formation s'avère satisfaisante puisque 70 % des jeunes en apprentissage demeurent à l'issue de leur formation dans l'entreprise d'accueil.

Un autre élément d'information mérite d'être apporté concernant l'ouverture de l'apprentissage aux jeunes femmes. Désormais, celles-ci représentent 30 % des apprentis recensés.

G - L'EFFORT CONTINU DU CONSEIL RÉGIONAL EN FAVEUR DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Compétence régionale de plein exercice, la formation professionnelle constitue un axe fort des politiques de formation et de développement soutenues par le Conseil Régional de Basse-Normandie. À ce titre, près de 23 000 personnes en 2002 ont bénéficié des nombreux dispositifs concourant à la formation et à l'insertion professionnelles des bas-normands, qu'ils soient actifs ou demandeurs d'emploi. Les crédits consacrés à cette politique ont connu une croissance continue pour atteindre un montant de près de 52 millions d'euros au budget primitif 2002, soit une croissance supérieure à 20 % depuis 1998.

Les politiques régionales menées en la matière concernent principalement les formations préparatoires à la formation et à l'emploi des jeunes, la promotion individuelle, les actions qualifiantes du chèque formation et certaines actions sectorielles (agriculture, cultures marines...).

S'il n'est pas possible d'établir dans ce bilan-diagnostic un état exhaustif des actions soutenues par le Conseil Régional dans ce domaine, il demeure intéressant de souligner ici l'importance donnée aux politiques menées au profit des demandeurs d'emploi, même si l'importance des publics concernés reste soumise aux aléas de la conjoncture. Ainsi, entre 1998 et 2002 les actions préparatoires à la qualification et à l'emploi des jeunes ont poursuivi leur croissance avec 4 147 entrées en 2002 (en progression de 4,3%). Le chèque formation (jeunes et adultes) a concerné plus de 2 800 bénéficiaires tandis que le programme Ingénieurs-Techniciens Supérieurs-Cadres enregistrait une légère baisse avec environ 340 participants.

Enfin, la mesure "1000 parcours pour l'emploi", destinée aux chômeurs de longue durée, lancée en 1999, a désormais atteint une vitesse de croisière et a intéressé en 2002 plus de 250 personnes.

H - UN ENGAGEMENT DES ENTREPRISES DANS LA FORMATION CONTINUE TOUJOURS PERFECTIBLE

En 2002, l'effort de participation des entreprises régionales à la formation continue s'est élevé à 2,36 % de la masse salariale, bien en retrait par rapport au taux national qui s'établit à 3,18 %. À ce propos, trois observations doivent être faites. D'une part, la Basse-Normandie souffre en la matière d'un "manque à cotiser" imputable à certaines grandes entreprises qui effectuent leurs déclarations hors région, ce qui a pour effet de minorer le taux bas-normand. D'autre part, l'effort de participation régional est en baisse de 0,13 point par rapport à 1997 mais cette diminution demeure comparable à celle enregistrée au niveau national sur la même période (- 0,10 point). Enfin, la spécificité de la structuration des emplois en Basse-Normandie (encadrement sous représenté, emplois de faible qualification en nombre important dans certaines filières industrielles très présentes au plan régional) constitue une troisième raison.

Plusieurs explications peuvent être apportées à cette évolution, dans l'absolu préoccupante. Tout d'abord, le ralentissement économique ressenti depuis la mi-2001 n'a pas été sans conséquence sur l'effort de formation des entreprises et a pu se traduire par une contraction en la matière. À ce titre, il a été constaté que les contributions volontaires ont fléchi de 15 % en 2002. Par ailleurs, le travail de sensibilisation accompli en Basse-Normandie en faveur de la formation continue a eu des conséquences positives, et de l'avis même des professionnels du secteur, on assiste à une véritable optimisation des budgets de formation et de leur usage. Enfin, les formations internes aux entreprises n'ont cessé de se développer, induisant en contrepartie une diminution de l'effort financier consacré à ce domaine.

À titre indicatif, il faut également rappeler que le taux de participation croît avec la taille des entreprises (de 1,53 % en Basse-Normandie pour les entreprises de 10 à 19 salariés à 3,09 % pour celles comprenant entre 500 et 1999).

Au niveau départemental, l'engagement global des entreprises dans la formation professionnelle apparaît plutôt contrasté : 2,60 % en moyenne dans le Calvados, 2,30 % dans la Manche et 2,05 % dans l'Orne.

En ce qui concerne le congé individuel de formation (CIF), on observe entre 1999 et 2002 une augmentation du nombre de bénéficiaires de ce dispositif d'environ 30 % ainsi que de la durée moyenne des formations dispensées. Le nombre des demandes de CIF est proche de 650 (d'après le Baromètre Formation 2003). La faiblesse relative de ce chiffre est en partie imputable au "manque à cotiser" évoqué précédemment du fait de la localisation hors région d'un certain nombre de sièges sociaux.

II - DES RÉSEAUX DE COMMUNICATION EN AMÉLIORATION CONTINUE

A - DEPUIS 1990, UN TRIPLEMENT DES ROUTES À 2 X 2 VOIES

En quelques années, le réseau routier bas-normand à grand débit s'est considérablement étoffé, se traduisant par un réel désenclavement de la région. Ainsi, ont été achevés les mises à deux fois deux voies de la RN13 (entre Cherbourg et Caen), de l'A84, le bouclage du périphérique de Caen et la déviation de Lisieux. En outre, des avancées notables ont été réalisées sur la RN12 à l'est d'Alençon et sur la RN 174 au sud de Saint-Lô.

Au plan chiffré, la Basse-Normandie s'est équipée de plus de 100 km supplémentaires de 2 x 2 voies qui, désormais, permettent à la région de disposer en la matière d'un réseau de plus de 400 km de longueur. Pour mémoire et pour illustrer l'importance des progrès accomplis, il faut rappeler qu'en 1990, la Basse-Normandie ne comptait que 136 km de 2 x 2 voies, quels que soient leurs statuts.

En outre, deux décisions favorables à la densification du réseau routier bas-normand ont récemment été prises. L'une concerne l'A28 (Rouen-Alençon) avec comme principale spécificité une participation financière des collectivités locales (Région et Départements) à cet ouvrage concédé. L'autre est relative à l'A88. Il apparaît indispensable que ces deux axes soient achevés de façon concomitante en 2007. Leur réalisation marquera l'aboutissement du schéma routier régional tel qu'il avait été élaboré à la fin des années 1980.

Au demeurant, malgré l'importance des efforts réalisés en faveur de la diversification et de l'extension du réseau routier régional à grand débit, quelques axes de compétence départementale et quelques territoires demeurent encore insuffisamment desservis. Il en va ainsi du Bocage Ornais (axe Caen-Flers vers Laval) et du Pays d'Auge (axe Pont-L'Évêque-Lisieux-Gacé). Il est important que la desserte de ces territoires retienne l'attention des collectivités départementales et s'opère dans un souci de cohérence régionale.

Enfin, la problématique d'un doublement (partiel ou total) du périphérique caennais demeure. Elle nécessite dans le court terme une prise en compte de la part des pouvoirs publics au risque très rapidement de ne plus être en mesure, faute de disponibilités foncières, de pouvoir réaliser cet aménagement routier indispensable à la desserte et à l'évitement de l'agglomération caennaise.

B - UN RÉSEAU FERROVIAIRE MODERNISÉ

La problématique ferroviaire en Basse-Normandie relève à la fois de la question des grandes lignes et de la desserte TER qui, seule, a bénéficié d'un transfert de compétences le 1^{er} janvier 2002.

- En ce qui concerne les grandes lignes et en particulier la liaison Cherbourg-Caen-Saint-Lazare, il faut bien admettre que les gains obtenus grâce à l'électrification réalisée en 1995 ont peu à peu été remis en cause par les ralentissements dus à l'engorgement croissant à partir de Mantes en raison de la convergence des trafics voyageurs grandes lignes, banlieue et fret. Cette situation révèle l'inconvénient majeur dont souffre la Basse-Normandie, en l'occurrence de ne pas disposer, contrairement à la plupart des régions, d'un accès direct à l'interconnexion TGV et par là même à Roissy-Charles-de-Gaulle.

Cet état de fait, dans l'absolu préjudiciable, rend d'autant plus nécessaire la concrétisation du projet soutenu par les deux régions normandes de liaison rapide Normandie-Vallée de Seine par Eole, et son prolongement vers l'aéroport de Roissy par le CDG Express¹⁶.

La ligne Paris-Granville, qui a bénéficié également d'améliorations se traduisant par une augmentation de la fréquentation, doit faire face au risque potentiel d'une limitation à l'accès dans Paris intra muros (Gare Montparnasse) en raison de problèmes de saturation. À ce propos, un projet de gare située à Vaugirard, dédiée à la Basse-Normandie, est en cours. Toutefois, il est indispensable que cette gare soit reliée au réseau de transports collectifs parisien. Cette nouvelle structure pourrait par ailleurs constituer un lieu de promotion de notre région au départ de Paris.

Il faut enfin souligner que la ligne Paris-Granville permettra au Mont-Saint-Michel d'être accessible par le mode ferroviaire.

- Les trains express régionaux, dont les Régions sont devenues en 2002 autorités organisatrices des services de voyageurs, concernent en Basse-Normandie un nombre considérable de dessertes et l'ensemble du réseau ferroviaire voire par endroit routier dans la mesure où il est assimilé au label TER. Bien que n'ayant pas été collectivité expérimentale de la régionalisation ferroviaire, la Basse-Normandie a cependant été précurseur dans le conventionnement avec la SNCF pour améliorer le transport régional de voyageurs. À cet égard, la dernière initiative date de l'année 2000 avec la mise en œuvre d'une desserte cadencée entre Lisieux-Caen et Lison dont l'électrification vers Saint-Lô est en cours. Dans le même ordre d'idées, une

¹⁶ Charles-de-Gaulle Express

attention particulière devra être portée aux dessertes TER entre Alençon et Le Mans pour accéder au réseau TGV, et entre Caen et Alençon.

S'il est encore trop tôt pour dresser un premier bilan exhaustif de ce transfert de compétence, il est possible de souligner que l'amélioration de la liaison interurbaine précitée a engendré une augmentation significative de la fréquentation.

Il convient également de rappeler que, grâce à l'intervention forte de la Région, des lignes secondaires auparavant menacées mais présentant un réel intérêt pour les secteurs géographiques concernés, ont bénéficié d'une modernisation du service avec l'adoption de nouveaux matériels comme par exemple sur la ligne Trouville-Dives.

• Concernant le fret, deux observations contradictoires doivent être faites. D'une part, le faible niveau de son trafic ne cesse de s'altérer malgré les ambitions naguère affichées par le Schéma de Service Transports mais, d'autre part, la fonction fret conserve un rôle stratégique indéniable à la fois comme complément indispensable à la vocation portuaire de la Normandie et comme moyen adapté de contournement de la région parisienne. À ce titre, la liaison Cherbourg (ou le Havre/Rouen) - Caen-Mézidon-Le Mans-Tours revêt pour l'économie régionale une importance incontestable, notamment dans l'optique à court terme du développement de Port 2000 et à plus long terme du projet Fast Ship à Cherbourg.

C - LE TRANSMANCHE, DOMAINE DE PRÉDILECTION DU TRAFIC MARITIME RÉGIONAL

Les deux principaux ports bas-normands que sont Cherbourg et Caen ont conservé leur spécificité transmanche qui constitue pour Cherbourg même l'essentiel de son activité¹⁷. Plus généralement plusieurs paramètres contribuent à conforter la place de la Basse-Normandie en matière transmanche.

Tout d'abord, on relèvera une augmentation des capacités dans les deux ports transmanche bas-normands avec en particulier le lancement récent à Ouistreham du Mont-Saint-Michel¹⁸.

Ensuite, ces dernières années ont vu le développement de l'offre à la fois en termes de destinations et de types de services disponibles (avec notamment une liaison rapide à Cherbourg). Il en résulte une croissance très considérable de cette activité en Basse-Normandie depuis 20 ans positionnant la région au 2^{ème} rang national pour le trafic transmanche avec en particulier une hausse significative du trafic passagers entre 1997 et 2002 passant ainsi de 2,1 à 2,5 millions de passagers.

Il faut aussi souligner que le port du Nord-Cotentin est le premier port français à destination de l'Irlande tant en passagers qu'en transport de véhicules utilitaires.

Enfin, l'offre est demeurée multiple avec plusieurs compagnies.

¹⁷ 98 % du trafic du port de Cherbourg et 73 % de celui du port de Caen.

¹⁸ Aujourd'hui, la plus importante unité de Brittany Ferries

Si le transmanche constitue le trafic majeur au départ des ports bas-normands, il est intéressant de noter la baisse constante de la fréquentation sur les liaisons avec les îles anglo-normandes malgré un positionnement géographique potentiellement favorable. En dix ans (1992-2002), la perte affectant ce trafic avec Jersey et Guernesey s'est élevée à 85 000 passagers en raison notamment du monopole exercé par un armement malouin. Devant le caractère préoccupant de cette situation, le Conseil Général de la Manche a décidé d'investir dans l'achat de deux catamarans, l'un basé à Granville, l'autre à Carteret, avec l'objectif affiché de transporter vers ces îles 100 000 passagers par an.

Le trafic marchandises intéresse en Basse-Normandie quatre ports (dont Honfleur et Granville) mais demeure inféodé à l'activité transmanche à l'origine de l'essentiel du tonnage des deux principaux ports bas-normands comme indiqué précédemment. En termes de volume, les quantités transportées sont restées stables autour de 7,5 millions de tonnes dont 4,3 pour le seul port de Cherbourg. Caen, dont la spécificité céréalière s'affirmait progressivement, connaît aujourd'hui en la matière quelques difficultés mais cherche à se diversifier le plus possible dans un environnement concurrentiel exacerbé, les grands ports situés à proximité n'ayant en ce domaine aucun état d'âme. Dans cet ordre d'idées, le projet évoqué de la création d'une malterie à proximité de Caen serait de nature à générer environ 10 % de trafic portuaire supplémentaire.

Plus généralement, la capacité des ports bas-normands, et en particulier de Caen et de Cherbourg, à développer leurs activités marchandises doit être à la fois préservée et facilitée. Dans cette optique, la probable prise en compte par la Région de la compétence portuaire dans le cadre de la réforme de la Décentralisation doit favoriser une telle approche via une coordination et une rationalisation des investissements en vue d'optimiser leurs potentiels de développement.

D - DES AÉROPORTS AUX PERSPECTIVES DE CROISSANCE INCERTAINE

Pour des raisons à la fois historiques et de proximité relative avec la région parisienne, le trafic aéroportuaire régional est demeuré modeste. En effet, la Basse-Normandie, si elle compte trois plates-formes (5 au total en Normandie avec Le Havre et Rouen), ne dispose d'aucun aéroport de niveaux national et international comme c'est le cas dans les Pays de la Loire avec Nantes (1 825 000 passagers en 2002) ou à un moindre degré en Bretagne avec Brest (740 000) ou Rennes (370 000).

À ce propos, il est nécessaire de rappeler les termes de l'avis émis le 5 mai 2003 par le CESR sur le projet de directive territoriale d'aménagement (DTA) de l'estuaire de la Seine. Ainsi, "le développement le plus favorable aux deux régions normandes n'est pas l'émergence d'une plate-forme unique mais plutôt l'élévation au rang de plate-forme européenne et internationale de l'une d'entre elles sachant que Deauville-Saint-Gatien dispose d'une situation stratégique en la matière".

Durant ces dernières années, le trafic des aéroports bas-normands a évolué de façon contrastée, même s'il a globalement crû. En effet, Cherbourg-Maupertus a perdu un nombre considérable de passagers commerciaux (de 35 000 à 9 000)¹⁹ tandis que Deauville-Saint-Gatien est marqué par une légère diminution (de 22 000 à 19 000) avec une spécialisation dans le trafic privé. En revanche, Caen a connu une forte expansion passant de 56 000 passagers à 135 000²⁰ grâce à une offre commerciale croissante répondant logiquement à l'augmentation de la demande. Cependant, l'annonce toute récente des départs de la compagnie à bas prix Ryanair (ex Buzz) qui avait drainé 25 000 passagers en 2002 et plus récemment encore de Westair Voyages (vols charters internationaux), est révélatrice de la fragilité et des incertitudes qui régissent désormais un transport aérien déréglementé.

E - LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES PARTENAIRES DU DÉVELOPPEMENT DES TIC

Les Techniques de l'Information et la Communication (TIC) constituent aujourd'hui un domaine stratégique en termes d'aménagement du territoire et en particulier déterminant pour le maintien et la localisation des activités économiques. En outre, la population s'est progressivement appropriée ces moyens de communication et en fait de plus en plus un outil de la vie quotidienne.

Plusieurs observations peuvent être préalablement faites :

- il s'agit d'un secteur où la libéralisation est désormais totale. La première conséquence en est l'existence d'une multiplicité d'opérateurs et d'une offre diversifiée à la fois en téléphonie mobile et en accès en haut débit (fibre optique, ADSL, boucle locale radio) ce qui, par ailleurs, complique les choix,
- au niveau technique, l'évolution présente une telle rapidité que, là aussi, la décision d'adopter telle ou telle technologie revêt une grande difficulté et comporte un risque rapide d'obsolescence,
- l'un des effets de la libéralisation est une couverture inégale, à certains égards inégalitaires, en termes d'accès au haut débit ; ainsi, certains territoires sont en surcapacité (l'agglomération caennaise par exemple), d'autres en sous capacité avec pour seule ressource la disposition unique du réseau téléphonique classique.

Néanmoins, malgré ces incertitudes, la Région, les Départements et certaines communes se sont engagés dans un partenariat avec les opérateurs pour favoriser l'accessibilité territoriale aux TIC (téléphonie mobile, accès au haut débit).

Dans un futur proche, il est fort probable qu'une évolution de la réglementation (actuellement en discussion au Parlement) intervienne autorisant les collectivités locales à devenir opérateurs de télécommunication pour les seules zones laissées à l'écart par les opérateurs privés.

¹⁹ 63 000 en 1994.

²⁰ 32 000 en 1990.

Il convient enfin d'évoquer l'atout que représente pour la Basse-Normandie le réseau régional à haut débit aujourd'hui dédié à l'enseignement et à la recherche, en l'occurrence VIKMAN (créé en 1991), qui relie 10 villes régionales, 160 000 collégiens, lycéens et étudiants et 20 000 personnels de l'éducation nationale et chercheurs. Au cours des 3 dernières années, on constate l'accroissement du débit des liaisons suite à l'ouverture à de nouveaux opérateurs, notamment sur Alençon et Cherbourg.

En 2003, VIKMAN est caractérisé par une extension au secteur de la santé en liaison avec des structures hospitalières publiques et privées. L'objectif à plus long terme est de permettre au monde économique de bénéficier, sous conditions, de ce réseau à très haut débit. En tout état de cause, cette démarche serait de nature à renforcer l'existant et l'attractivité économique de la Basse-Normandie.

III - UN EFFORT DE STRUCTURATION DE LA RECHERCHE

S'agissant d'un domaine où le structurel l'emporte sur le conjoncturel, le poids relatif de la recherche dans les régions françaises n'a que peu évolué depuis le précédent bilan-diagnostic. En ce sens, l'Ile-de-France a conservé sa prééminence malgré un léger fléchissement ces dernières années. Les données contenues dans le dernier rapport de l'Observatoire des Sciences et Techniques²¹ confirment cet état de fait. Ainsi l'Ile-de-France concentrait 36 % des chercheurs du secteur public (chercheurs et ingénieurs de recherche confondus).

Le leadership francilien a d'ailleurs été confirmé dernièrement avec la décision du précédent gouvernement d'implanter le projet SOLEIL à Saclay et ce malgré les engagements pris par l'État en faveur de la Basse-Normandie lors du Comité Interministériel d'Aménagement du Territoire en 1992.

Néanmoins, en nombre de chercheurs, la Basse-Normandie se situe au 15^{ème} rang national avec 797 chercheurs, devant notamment la Haute-Normandie et la Picardie mais loin derrière la Bretagne (2 729) et les Pays de la Loire (1 990). Il faut cependant relativiser ces données statistiques, d'une part, en raison de la proximité de la région parisienne (pratiquement toutes les régions périphériques à l'Ile-de-France affichent une proportion de chercheurs inférieure à leur poids démographique), et d'autre part, du fait de la non prise en compte de la présence occasionnelle (mais non négligeable) de chercheurs extérieurs à la région accueillis par exemple dans le cadre de GANIL.

Il faut également signaler, notamment depuis la création de l'espace européen de la recherche, que l'Union Européenne s'affirme comme un partenaire incontournable du développement de ce secteur. C'est le cas dans la détermination des choix de création, d'implantation et d'extension des grands équipements et des programmes. C'est aussi le cas dans le domaine des financements auxquels, il faut le souligner, les Régions (associées ou non aux autres collectivités) consacrent des sommes de plus en plus importantes.

²¹ Cependant, l'édition 2003 du rapport de l'OST ne répertorie au mieux que les données datant de 2000.

Au plan régional, plusieurs constats en matière d'évolution de la recherche peuvent être opérés. Parmi les principaux on peut citer la constitution, conformément aux objectifs du Plan Régional, des pôles scientifiques et technologiques. L'entrée en fonctionnement de l'équipement SPIRAL²² dans le cadre du GANIL doit aussi être mise en évidence de même que la montée en puissance des réseaux constitue un autre fait marquant de ces dernières années.

- Inscrite à la fois dans le Plan Régional et dans le Contrat de Plan État-Région (CPER) 2000-2006, la constitution de pôles de recherche scientifiques et technologiques est à la date de rédaction de ce document un fait acquis. Cet effort de structuration, à tous égards remarquable, distingue la Basse-Normandie au plan national. Chaque pôle s'est ainsi doté ou se dote d'un Comité Régional s'appuyant à la fois sur la recherche fondamentale (basée sur les laboratoires et leurs équipes de recherche) et appliquée, sur les dispositifs de formation et sur les entreprises. De ce fait, cette configuration a permis aux acteurs scientifiques, technologiques et industriels régionaux de collaborer, d'entreprendre des recherches sur des thèmes transversaux et de généraliser le système des appels à projet.

À ce propos, certains secteurs s'acheminent même vers une procédure d'appel à projets permanente en s'appuyant comme le pôle maîtrise d'ambiance sur un CRITT²³ (en l'occurrence Basse-Normandie Cotentin).

Au plan détaillé, ces pôles concernent donc la biologie et l'agro-bioindustrie, l'image et les technologies de l'information et de la communication (ITIC), les matériaux et la maîtrise d'ambiance.

- Le pôle interaction ion-matière autour du GANIL, non inscrit au Contrat de Plan État-Région mais bénéficiant du soutien du Conseil Régional, surtout axé sur la recherche fondamentale et en relation avec les laboratoires locaux et en particulier ceux de l'ENSICAEN (ex. ISMRA), contribue fortement au rayonnement de la recherche publique régionale. Il joue également un indéniable rôle de catalyseur.

Depuis 2001, l'équipement SPIRAL est devenu opérationnel et offre à la communauté scientifique un accès étendu à des faisceaux d'ions stables et radioactifs dans un large domaine d'énergies. En ce sens, il constitue un outil aujourd'hui unique en Europe dans le secteur de la physique nucléaire. Cependant, le maintien à un niveau d'excellence de ce Très Grand Équipement (selon la terminologie officielle) nécessite une attention soutenue pour l'aider à évoluer de façon permanente et ainsi à demeurer compétitif.

À moyen terme (2007-2008), le développement prévu consiste en une extension de SPIRAL (sous la forme d'une phase intermédiaire appelée SPIRAL II) qui permettra d'étudier des noyaux plus lourds en parfaite complémentarité avec les équipements du GANIL. Un tel investissement (évalué à environ 40 millions d'euros) devra intégrer des collaborations européennes et des techniques de pointe permettant à la France de conserver son avance technologique dans le domaine des accélérateurs à haute intensité et autorisant à plus long terme l'accueil du projet européen EURISOL²⁴.

²² Système de Production d'Ions Radioactifs en Ligne.

²³ Centre Régional d'Innovation et de Transfert de Technologie.

²⁴ European Isotope Séparation On-Line.

D'autres pôles scientifiques plus fondamentaux (dans leur contenu) doivent être cités. C'est le cas du pôle interaction ion-matière, du pôle biomédical et épidémiologie et enfin du pôle imagerie-physiologique et métabolique autour de Cycéron.

- En activité depuis 1995, un pôle fédérateur "Sciences Humaines et Sociales" intégrant l'économie, la gestion et le droit s'est organisé à Caen autour de la Maison de la Recherche en Sciences Humaines (MRSH). Il a permis de favoriser des recherches pluridisciplinaires en collaboration entre autres avec l'Institut Mémoire de l'Édition Contemporaine (IMEC) et le Mémorial pour la Paix.

- Concernant la collaboration entre la recherche universitaire et le monde industriel, il convient de mettre en évidence la concrétisation en 1999 du Laboratoire Mixte ENSICAEN/PHILIPS SEMICONDUCTEURS axé notamment sur l'analyse des défaillances dans la fabrication de circuits intégrés. Ce partenariat remarquable et pris en exemple au niveau national a permis en Basse-Normandie l'obtention du label CNRT²⁵ "Matériaux pour l'électronique" en septembre 2001 qui se traduit par un large partenariat entre près de 200 acteurs issus de la recherche publique et de l'industrie. Le CNRT aborde de nombreuses applications industrielles autour de la thématique de la caractérisation et de l'analyse des matériaux. Il a également incité d'autres domaines de la recherche (par exemple la pharmacie) à collaborer avec le secteur productif régional.

Dans la même logique d'interface, l'incubateur technologique est opérationnel depuis juillet 2000. Il a à ce jour facilité l'éclosion d'environ une dizaine de projets dont certains ont déjà abouti à la création d'entreprises. Ce dispositif s'appuie en particulier sur les pôles scientifiques et technologiques pré-cités ainsi que sur les plates-formes technologiques de Cherbourg et d'Alençon respectivement (RESOTEC et MECANIPLAST) qui participent à l'innovation dans le domaine de la production industrielle et à la recherche au sein des antennes universitaires délocalisées.

- Toutefois, la poursuite du développement et la consolidation de la recherche publique et des transferts de technologies en Basse-Normandie ne sont pas sans rencontrer quelques difficultés. À cet égard, dans le secteur de la recherche médicale et bio-médicale, la structuration en cours doit être impérativement confortée en particulier par une augmentation du nombre d'équipes reconnues par l'INSERM. Une telle démarche favoriserait la participation et l'association des praticiens hospitaliers à cet effort de recherche et contribuerait également et surtout à conforter notamment la dimension universitaire de recherche du CHU en Basse-Normandie.

Il en est de même au plan des transferts de technologies où, là aussi, le Conseil Régional a dû commencer à se substituer à l'État dans le cadre de certaines procédures (STR, Cortechs...)²⁶.

- CYCERON, laboratoire mondialement réputé dans le domaine des neurosciences, s'est doté depuis novembre 2002 d'une nouvelle équipe mixte INSERM-Université de Caen "neuropsychologie cognitive et neuroanatomie

²⁵ Les centres nationaux de recherche technologique ont pour objectif de créer les conditions d'une collaboration efficace entre les laboratoires de recherche publique et les centres de recherche des grands groupes industriels pour développer les activités de recherche technologique.

²⁶ Stage Technologique Régional - Convention de Recherche pour Techniciens Supérieurs.

fonctionnelle de la mémoire humaine" dont les travaux visent à mieux comprendre le fonctionnement de la mémoire humaine et l'origine de ses troubles.

- Enfin, les domaines de la recherche et de la technologie bénéficient de l'existence d'un certain nombre de réseaux et de synergies. Il en va ainsi du Réseau de Développement Technologique - RDT - englobant une soixantaine de membres répartis au sein de 25 organismes spécialisés dans la diffusion technologique et les fonctions d'interface. Il permet notamment la formalisation des besoins technologiques des PME et PMI et d'y apporter des réponses. A l'usage, ce dispositif se révèle performant.

GRAVIR (Groupe Régional d'Action, de Valorisation Industrielle de la Recherche) fédère, à l'inverse, l'offre de compétences du monde de la recherche vers le monde industriel. Ce réseau est désormais opérationnel et s'est doté, pour faciliter les interfaces, d'un site internet.

Au plan interrégional, la Basse-Normandie participe activement à un certain nombre de réseaux. Il en va ainsi du Pôle Universitaire Normand - PUN -, constitué de 7 établissements (les 3 universités Caen - Rouen - Le Havre, deux IUFM et 2 grandes écoles - dont l'ENSICAEN) et doté de 3 500 enseignants - chercheurs. Reconnu au plan national, le PUN doit s'orienter vers davantage de structuration et d'identification. Il a néanmoins déjà impulsé ces dernières années des actions et des opérations qui ont permis de renforcer l'attractivité des deux régions : édition de plusieurs catalogues, programme Léonardo commun, ... Il a également contribué depuis l'origine à la création et au succès des écoles doctorales aujourd'hui au nombre de 5 et bientôt de 6.

Il faut souligner la création récente du Polytechnicum de Normandie, associant l'Université de Caen avec les CCI de Caen et du Havre. Spécialisée dans les sciences économiques et de gestion, cette structure revêt une originalité certaine.

Des organismes de recherche sont également parties prenantes de réseaux pour la plupart internationaux. Ainsi, avec l'Ile-de-France, deux pôles sont d'ores et déjà opérationnels : « emballage, plasturgie, traitement de surface polymères » (avec l'ISPA) et « régulation de la matrice extra-cellulaire et pathologie ». Deux autres, en l'occurrence le « pôle interaction ion-matière » et le « réseau bio-corrosion » et « matériaux à propriétés remarquables : oxydes supraconducteurs et magnétiques », pourraient également bénéficier d'une participation de la région Ile-de-France.

Il faut aussi citer Punch'Orga, matériaux polymères, plasturgie, LARC neurosciences (Lille - Amiens - Rouen - Caen) et Promesse dans le cadre de Seine - Aval.

Enfin, au plan de la vulgarisation et de la sensibilisation des jeunes aux sciences et aux techniques, il convient d'insister sur la qualité du travail accompli par l'association "relais d'sciences", dotée du label de centre de culture scientifique, technique et industriel (CCSTI), s'appuyant sur un réseau de plus en plus étendu et démultipliant ainsi son activité.

IV - L'ÉVOLUTION DES SECTEURS ÉCONOMIQUES RÉGIONAUX

A - UNE AGRICULTURE À LA CROISÉE DES CHEMINS

1°/ LES ENSEIGNEMENTS DU RECENSEMENT AGRICOLE DE 2000 : MOINS D'EXPLOITANTS ET DES EXPLOITATIONS PLUS ÉTENDUES

Avant d'évoquer les évolutions récentes de l'agriculture régionale, il convient de rappeler, grâce à l'analyse des résultats du dernier recensement agricole de 2000, quels ont été les principaux changements qui ont marqué ce secteur au cours de la précédente décennie.

Le premier enseignement tiré du recensement est l'aggravation de la diminution du nombre d'exploitations à raison d'une moyenne annuelle de -1 500 exploitations. Dès lors, en 2000, 35 800 exploitations mettaient en valeur une surface agricole utile (SAU) estimée à 1 264 000 hectares, soit 93 000 ha de moins qu'en 1988. De ce fait, la surface des exploitations est passée de 25 ha à 35 ha. Cette tendance traduit une mutation vers de plus grandes structures puisque les exploitations d'une superficie supérieure à 50 hectares (au nombre de 10 000) valorisent 73 % de la SAU. En outre, les exploitations professionnelles²⁷, au nombre de 17 400, mettent en valeur pratiquement 90 % de la SAU.

En ce qui concerne l'emploi agricole (salarié et non salarié), les effectifs ont enregistré une baisse considérable, passant de 72 400 emplois équivalent temps plein en 1988 à 41 600 en 2000. Cette forte diminution trouve ses origines dans une multiplicité de causes :

- une démographie professionnelle caractérisée par une forte proportion d'exploitants âgés,
- le choix opéré par un certain nombre d'entre eux de saisir l'opportunité offerte par le dispositif de pré-retraite,
- l'atonie relative des installations (malgré les politiques incitatives mises en œuvre)²⁸, et plus généralement, la difficulté qu'il y a à acquérir ou à créer des exploitations économiquement viables,
- enfin, la faible attractivité exercée par une profession aux perspectives incertaines et aux conditions de travail exigeantes.

Cependant, si l'emploi en agriculture a globalement diminué, celui des salariés a, au moins depuis 1997, connu une hausse tout à fait significative. Ainsi, en trois ans (de 1997 à 2000), le nombre de salariés (exprimé en unité de travail agricole - UTA-) est passé de 3 600 à 5 100, traduisant bien les mutations considérables auxquelles les exploitants agricoles sont aujourd'hui confrontés : agrandissement des exploitations, rétraction du travail familial...

²⁷ Exploitation employant une personne à 3/4 temps pendant une année et représentant approximativement 12 hectares équivalent-blé.

²⁸ Installations comptabilisées : 393 en 2000, 301 en 2001 et 266 en 2002.

Au plan de l'évolution des productions, bien que la surface toujours en herbe soit en diminution, la vocation d'élevage demeure dominante dans la région. Pourtant le cheptel bovin a enregistré une diminution de 150 000 têtes affectant surtout le troupeau laitier mais en partie compensée par une augmentation du nombre de vaches allaitantes. Dans ce cadre, la vache Normande a cédé du terrain à la Prim'Holstein, ces deux races représentant à part pratiquement égale 80 % du cheptel laitier régional.

Les autres productions ont plutôt été caractérisées par des croissances notables : + 50 % pour la volaille et les porcs mais cependant - 10 % pour les ovins. Les productions les plus liées à l'image agricole traditionnelle de la Basse-Normandie ont été marquées par des évolutions contrastées : plutôt favorables pour le cheval (la Basse-Normandie est la première région française pour l'élevage des équidés), plutôt insuffisamment valorisés pour la filière cidricole.

Près de 5 000 exploitations (14 % de l'ensemble) se sont engagées dans une démarche sous signes officiels de qualité : AOC, labels rouges, agriculture biologique, certification de conformité.

Enfin, l'agriculture constitue un secteur clé de l'économie bas-normande. Outre son incontestable effet d'entraînement sur la présence et l'activité d'un complexe agro-alimentaire assez développé, elle représente 7 % de la population active ayant un emploi (contre deux fois moins au niveau français), affiche une valeur de la production atteignant 2,612 milliards d'Euros et participe pour 4,8 % au PIB régional.

Préalablement à un examen de la situation et des évolutions qui ont marqué l'agriculture bas-normande au cours des cinq dernières années, il faut convenir que l'actualité agricole a été riche en événements, certains l'ayant durement affectée, d'autres se révélant, heureusement, porteurs d'avenir.

Parmi les événements douloureux, on relèvera la tempête de fin 1999, l'impact cumulé de l'ESB en 2000 et de la fièvre aphteuse en 2001 sur la production de viande bovine et enfin, la pluviométrie très élevée enregistrée en 2001 qui a touché les cultures végétales. En revanche, ces dernières années ont permis d'assister à la création d'IRQUA-NORMANDIE, association chargée de promouvoir la qualité des produits agricoles et agro-alimentaires normands, la constitution par fusion de plusieurs coopératives d'Agrial qui en fait un outil de dimension nationale au service de l'agriculture bas-normande, la création de la Compagnie Laitière Européenne qui achève de restructurer la transformation laitière de masse et enfin le relatif succès des contrats territoriaux d'exploitation, malgré un démarrage tardif, avec plus de 400 contrats par département à fin 2002.

L'agriculture constitue un secteur clé de l'économie bas-normande. Outre son incontestable effet d'entraînement sur la présence et l'activité d'un complexe agro-alimentaire assez développé, elle représente 7 % de la population active ayant un emploi (contre deux fois moins au niveau français), affiche une valeur de la production atteignant 2,612 milliards d'Euros et participe pour 4,8 % au PIB régional.

2°/ LAIT ET VIANDE BOVINE RESTENT LES PRODUCTIONS MAJEURES

Au plan des productions, bien que le lait, les viandes bovines et les céréales demeurent les piliers de l'agriculture régionale, leur part dans les livraisons finales a diminué en cinq ans de près de 10 % pour s'établir désormais à environ 70 % de l'ensemble. On assiste donc à un redéploiement des productions au profit d'un accroissement progressif de la diversification.

La production laitière, stable en volume, génère 44,5 % des livraisons totales de l'agriculture régionale et représente, de façon inchangée, 11 % de la collecte française (3^{ème} rang national) ; la viande bovine, avec 20 %, occupe également la 3^{ème} place au niveau français (8,5 % de la production nationale). Enfin, les céréales et les cultures industrielles sont désormais passées sous la barre des 10 % des livraisons totales.

Plusieurs autres productions doivent être prises en considération :

- la production de viandes blanches, sujettes à des crises cycliques, constitue près de 9 % des livraisons totales mais n'a pas réussi le décollage escompté, sa progression restant comparable à celle constatée au niveau national,
- en revanche, la filière équine a le vent en poupe. Elle procure un emploi à environ 7 000 actifs et assure, hors référencement communautaire, un usage à une partie non négligeable de la SAU régionale (de l'ordre de 170 000 hectares). En outre, le rôle joué par l'Institut de Pathologie Équine, organisme vétérinaire de niveau européen, conforte la prééminence de la Basse-Normandie en ce domaine. Sous réserve d'indispensables améliorations et harmonisations fiscales, la Basse-Normandie pourrait tirer encore un meilleur parti de son extraordinaire potentiel en ce domaine,
- les cultures légumières et horticoles, avec une production supérieure à 200 000 tonnes entrent pour 4,7 % dans les livraisons agricoles. Certaines de ces productions sont très bien positionnées au niveau national (1^{er} rang pour le poireau et le navet, 3^{ème} rang pour les carottes, 4^{ème} pour le chou-fleur...),
- les filières ovines et cidricoles (inférieures à 1 % des livraisons) ne connaissent pas le développement escompté,
- l'agriculture sous signe de qualité (AOC, certificat de qualité produit, label rouge, agriculture biologique) est désormais en plein essor et on assiste globalement à une montée en gamme des produits agricoles régionaux. La Basse-Normandie possède notamment 11 AOC autour du lait et des produits cidricoles. L'agriculture biologique occupe 1,9 % de la SAU (passant de 4 000 à 7 000 hectares) et se focalise sur le lait, la viande bovine, l'arboriculture et le maraîchage.

3°/ LA QUALITÉ, UNE PRIORITÉ

La création récente déjà évoquée d'un institut régional de la qualité (IRQUA-NORMANDIE) doit permettre de conforter et de dynamiser cette orientation de l'agriculture bas-normande en faveur de la traçabilité, de la qualité et des bonnes pratiques. Toutefois, les efforts accomplis en ce domaine devraient se traduire bientôt en termes de valeur ajoutée et de revenus globaux.

Au plan environnemental, le bilan du premier Programme de Maîtrise des Pollutions d'Origine Agricole (PMPOA) a été positif en Basse-Normandie ; ainsi 95 % des éleveurs intégrables se sont engagés, 70 % ont déposé un projet et 35 % ont finalisé leurs travaux. Après bien des attermoissements, non imputables aux professionnels, le second programme se met en place et connaît un accueil favorable.

Au sein des Contrats Territoriaux d'Exploitation (CTE)²⁹, un certain nombre d'entre eux intègrent des objectifs environnementaux forts et on relève la poursuite des actions de sensibilisation et d'accompagnement des agriculteurs dans le développement de pratiques plus respectueuses de l'environnement. Toutefois, il faut souligner que les CTE demeurent en deçà des objectifs initialement fixés, en particulier en raison de leur complexité de mise en œuvre.

Le fait que la SAU bas-normande soit surtout valorisée en herbe (52 % contre cependant 59 % en 1997) représente une spécificité (29 % dans le Grand Ouest), qui, au plan de la qualité de la production, de l'image et de l'environnement, doit être mise à profit. C'est pourquoi les acteurs bas-normands ont mis en place un "pôle pour la valorisation de la prairie bas-normande". Il a pour objectif final d'encourager la culture de l'herbe et de maintenir les prairies permanentes en renforçant les travaux sur la prairie et en communiquant davantage auprès des acteurs du monde agricole.

4°/ DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES PRÉOCCUPANTS

Il faut compléter ces éléments d'appréciation sectoriels par des indicateurs transversaux qui traduisent une évolution et un positionnement de l'agriculture bas-normande toujours préoccupants.

Tout d'abord, l'agriculture bas-normande demeure très dépendante des concours financiers, notamment européens. Elle a ainsi bénéficié en 2001, principalement au titre du FEOGA et des aides nationales, de 320 millions d'euros soit 12 % de la valeur des productions agricoles. Ramenées au revenu, ces aides représentent 58 % de celui-ci ! Toutefois, d'un département à l'autre, les situations apparaissent plus ou moins contrastées selon les productions.

²⁹ Dispositif désormais abandonné, auquel se substituent notamment le Contrat d'Agriculture Durable et une nouvelle incitation favorisant l'usage de l'herbe pour l'élevage intitulée "prime à l'herbe agroenvironnementale".

Plus inquiétant encore est le revenu net d'entreprise agricole par UTAF³⁰. En 2001, il était de 21 775 € en France (notamment en raison de l'activité vini-viticole), de 22 276 € en Bretagne (en raison d'une forte intensification) et de seulement 11 175 € en Basse-Normandie, notre région ne dépassant au plan national que le Limousin (10 087 €). Il faut voir dans ce paramètre la conjugaison de plusieurs facteurs défavorables : la concentration de la production sur les secteurs contingentés (le lait notamment) et en crise (la viande bovine), une faible intensification, et l'impact non encore ressenti des efforts réels accomplis dans le domaine de la qualité.

Enfin, les perspectives ouvertes par les orientations proposées au niveau communautaire dans le cadre de la future réforme de la PAC ne manquent pas d'être préoccupantes pour l'avenir de l'agriculture et des agriculteurs bas-normands.

B - PÊCHE ET CONCHYLICULTURE, DEUX ACTIVITÉS MAJEURES DE L'ÉCONOMIE LITTORALE

1°/ LA PÊCHE, POUR UNE RECONNAISSANCE DE LA SPÉCIFICITÉ DE LA MER DE LA MANCHE

Composante traditionnelle de l'économie littorale, la pêche bas-normande n'en demeure pas moins un secteur confronté ces dernières années à de sérieuses préoccupations.

Si les tonnages débarqués restent relativement stables d'une année sur l'autre (de l'ordre de 55 000 à 60 000 tonnes de coquillages, poissons, crustacés soit 10 % des captures françaises), la flottille, essentiellement artisanale, a, pour ce qui la concerne, significativement évolué. En 1989, elle était composée de 936 navires (d'une puissance cumulée de 94 000 kw) ; aujourd'hui, elle n'est plus dotée que de 630 unités (d'une puissance de 87 000 kw). Toutefois, depuis 1997, en particulier du fait de la politique régionale en faveur de l'acquisition de navires d'occasion, la baisse a été enrayée et on a même observé un léger accroissement du nombre de navires (de 617 à 630 en 5 ans). Pour mémoire, la grande majorité des unités de pêche est constituée de navires de moins de 16 mètres (90 % de la flottille) pratiquant surtout la petite pêche et la pêche côtière³¹.

Depuis plus de vingt ans, la pêche bas-normande, en liaison avec les scientifiques, les collectivités locales (et notamment régionale) et l'administration, a mis en œuvre une politique active de gestion rationnelle visant à adapter l'effort de pêche aux ressources disponibles par l'instauration de mesures techniques d'exploitation.

Cette approche est d'autant plus appropriée que les espèces pêchées et capturées en Manche ne sont que faiblement dépendantes des quotas communautaires (soit moins de 15% des tonnages). En revanche, deux tiers de la

³⁰ Unité de travail agricole familial.

³¹ 28 navires seulement pratiquent la pêche au large c'est-à-dire avec des marées supérieures à 96 heures.

production sont soumis à un encadrement régional. 830 licences spéciales sont ainsi accordées pour la pêche des coquillages (bulots, coquilles Saint-Jacques, moules, praires...), des crustacés (homards, araignées, tourteaux, crevettes...) et de la seiche.

Cette organisation globale et efficace de la pêche régionale a cependant pour théâtre une mer, en l'occurrence celle de la Manche, non prise en compte au plan communautaire et considérée comme une sorte de diverticule de l'Atlantique pour sa partie ouest et de la Mer du Nord pour sa partie est. Son caractère ouvert en fait un site potentiel de repli pour des flottilles communautaires opportunistes en recherche de nouveaux territoires de pêche.

À titre d'exemple, la gestion de la coquille Saint-Jacques est l'objet, du fait de sa non prise en compte par Bruxelles, de conflits d'intérêts tant avec nos voisins hauts-normands qu'avec d'autres pays du nord de l'Europe. Cette situation dommageable va à l'encontre d'une gestion efficace de cette espèce emblématique aussi bien au plan économique qu'écologique.

Par ailleurs, d'autres problèmes requièrent une attention toute particulière : projet d'extraction de granulats en Baie de Seine, d'implantations d'éoliennes off shore, développement de Port 2000, applications de Natura 2000...

Pourtant, sous l'égide du comité régional des pêches maritimes, un partenariat entre professionnels a été développé dans le but d'organiser rationnellement les activités de pêche en Manche et également d'obtenir de la Union Européenne la reconnaissance de la spécificité de cet espace maritime, même si cette dernière semble plus préoccupée d'instaurer une limitation drastique des flottilles. Dans cet esprit, les professionnels bas-normands participent actuellement à la mise en place d'une coordination des comités régionaux de la façade maritime, le COMANCHE, afin de jeter les bases d'une gestion internationale de la Manche.

L'activité de la filière pêche bas-normande serait très affectée par l'absence d'une telle gestion coordonnée.

2°/ LA CONCHYLICULTURE, UN SECTEUR DÉVELOPPÉ MAIS MENACÉ PAR UN SOUCI COMMUNAUTAIRE DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE MAXIMALISTE

Avec environ 35 000 tonnes d'huîtres produites annuellement (25 % de la production nationale) et 25 000 tonnes de moules (plus de 30 % de la production nationale), la Basse-Normandie occupe en la matière le premier rang en France. Cette activité, localisée sur 3 bassins principaux (Côtes Ouest et Est du Cotentin, Baie des Veys, et à un degré moindre Meuvaines dans le Calvados) rassemble 370 entreprises occupant environ 1 350 ha du domaine public maritime, procure un emploi direct à 2 150 personnes et engendre un chiffre d'affaires annuel de 107 millions d'€.

Sur la période récente, si les surfaces concédées sont restées stables, on a assisté à une amélioration continue des conditions et des techniques de production

et de commercialisation de la part des entreprises, par ailleurs prêtes, si le marché l'autorise, à poursuivre cette progression.

Au plan des préoccupations auxquelles la profession conchylicole et en particulier ostréicole est confrontée, il faut souligner la problématique posée par une mortalité estivale récurrente qui affecte sur certains sites de production jusqu'à 50 % des quantités élevées sur l'estran. Les causes de cette mortalité considérable sont multifactorielles : capacité variable de résistance de l'huître, opportunisme de certains agents pathogènes et facteurs environnementaux variés.

Également, on relève une perte de vitesse globale de la croissance des espèces produites (d'où une rentabilité amoindrie des entreprises) mais en revanche une maîtrise accrue des modes de chargement à l'hectare.

Grâce aux efforts et aux travaux accomplis par l'ensemble des acteurs de la filière (producteurs, scientifiques et administrations) ces aléas peuvent être sinon totalement maîtrisés du moins contenus.

Cependant, la profession se montre plus que préoccupée par la mise au point de normes européennes si drastiques qu'elles pourraient sonner le glas d'un secteur pourtant très attentif à la qualité (organoleptique et sanitaire) de ses productions. En effet, sous prétexte d'une recherche de sécurité alimentaire maximaliste (et irréaliste), l'Union Européenne pourrait édicter des directives sur la qualité sanitaire des produits conchylicoles dont la mise en œuvre aboutirait à coup sûr et à moyen terme à la disparition de la profession.

D'une certaine manière, seule la mise en œuvre au plan national de la nouvelle directive sur l'eau pourrait rendre aux eaux continentales et littorales une qualité telle que les mesures de sécurité alimentaire précédemment évoquées n'auraient plus lieu d'être dans leur approche maximaliste.

C - UNE INDUSTRIE FORTE DE SES PMI ET DOMINÉE PAR DES PRODUCTIONS TRADITIONNELLES

Même si l'actualité depuis près de deux ans se fait l'écho d'un nombre préoccupant d'annonces de restructurations, voire de fermetures d'unités de production, la Basse-Normandie fait partie du petit groupe de régions françaises où l'industrie a plutôt bien résisté au cours des années 1990. Exprimé en proportion de la population active régionale ayant un emploi, elle affichait en 2001 un taux de 20 % contre 19,3 % pour les régions de province et de 17,7 % pour la métropole. En termes d'effectifs, l'activité industrielle (hors intérim) employait en 2001 plus de 113 000 personnes (contre 116 000 en 1997).

D'autres critères macro-économiques tendent à confirmer son importance. Tout d'abord, l'industrie bas-normande représente 26,2 % de la valeur ajoutée régionale contre 23,5 % en moyenne pour les régions de province et 21,1 % pour la métropole. Par ailleurs, l'investissement annuel moyen entre 1993 et 2000 s'est élevé à 466 millions d'euros, ce qui représente 2,3 % des investissements nationaux réalisés durant cette même période.

Il faut convenir qu'à l'image de l'évolution contrastée de la conjoncture de ces dernières années, l'industrie bas-normande a tout d'abord connu une phase très positive avec la création en 3 ans (de 1998 à 2000) de plus de 2 300 emplois (hors intérim) dans les établissements de plus de 50 salariés. En revanche, les années 2001 et surtout 2002 se sont révélées très difficiles : -1 800 emplois industriels en 2001 et près de - 3 000 en 2002. Bien entendu, ces diminutions d'effectifs particulièrement conséquentes et dramatiques sur le plan social sont notamment le fait de certains sinistres industriels au nombre desquels la reprise par SEB du groupe Moulinex a pesé particulièrement lourd avec la disparition de près de 3 000 emplois et des sites de production de Cormelles-le-Royal, Falaise, Bayeux et Alençon. Malgré la mise en place d'un volet social et d'une convention de redynamisation, les effets de cet événement ont été comparables à une forme de séisme économique et social.

D'autres entreprises ou secteurs ont connu des situations semblables : réduction forte d'effectifs à Philips Semiconducteurs, fermeture des établissements Syléa à Vire, Isoroy à Saint-Pierre-sur-Dives, et de petites unités dans le domaine de la confection.

Toujours concentrée sur 3 pôles (Caen, Cherbourg et Vire - Flers - Condé-sur-Noireau), l'industrie bas-normande contribue fortement à structurer le territoire régional du fait notamment d'une répartition relativement homogène des secteurs agro-alimentaire, automobile, de la construction électrique et des équipements mécaniques. Cette caractéristique est aussi la conséquence de l'existence au sein du tissu industriel régional de nombreuses PMI qui, d'une certaine manière, constituent l'ossature de l'industrie bas-normande. Cependant cette spécificité, à certains égards avantageuse, comporte également des inconvénients au titre desquels il faut souligner l'importance de la fonction de sous-traitance, génératrice de fragilité. De ce fait, une partie non négligeable des établissements industriels bas-normands est soumise aux fluctuations du marché, aux exigences des donneurs d'ordres (se traduisant même parfois par des délocalisations) et aux variations du prix des matières premières, ce qui rend leur position en bout de chaîne particulièrement inconfortable.

Au plan sectoriel, trois types d'activité apparaissent primordiaux dans l'industrie régionale.

Tout d'abord, les industries agroalimentaires (IAA) qui comptent plus de 20 000 salariés et de l'ordre de 2 300 établissements. 75 % du chiffre d'affaires net de ce secteur proviennent des secteurs lait et viande où dominent cependant des produits peu transformés et/ou à faible valeur ajoutée. En conséquence, la valeur ajoutée par emploi est d'environ 35 000 € contre près de 50 000 € en France. Elle est cependant légèrement supérieure à celle enregistrée en Bretagne (33 700 €) et en Pays de la Loire (33 600 €). Les IAA bas-normandes exportaient en 2000 pour un montant de 462 millions d'euros soit 2,70 % des exportations nationales comptabilisées en ce domaine.

L'automobile est un autre domaine clé pour l'industrie et plus largement pour l'économie bas-normande. Au sens strict, elle emploie plus de 10 000 salariés au sein de 90 établissements. Cette lecture de ce secteur uniquement basée sur les codes APE ne reflète qu'imparfaitement l'importance réelle de ce domaine d'activité

dont on peut considérer qu'il produit un véritable effet d'entraînement sur le reste de l'économie régionale. Ainsi, selon une étude récente réalisée par l'INSEE (en liaison avec d'autres partenaires), la filière automobile, au sens large, regroupe 169 entreprises (constructeurs, équipementiers et sous-traitants confondus) ressortant non seulement de cette activité mais également de la mécanique, de la métallurgie, de la plasturgie et de l'électronique. Sous cet angle, elle emploie près de 26 000 salariés (non compris les intérimaires très présents dans ces activités), affiche un chiffre d'affaires d'environ 4 milliards d'euros et est à l'origine de près du 1/4 des exportations régionales. Au plan territorial, elle est surtout présente dans les départements de l'Orne et du Calvados.

Deux autres secteurs doivent aussi être cités pour leur importance économique : l'industrie des biens intermédiaires (avec 34 600 salariés en 2001) avec notamment en son sein la métallurgie et la transformation des métaux de même que l'industrie des composants électriques et électroniques et la plasturgie ; également l'industrie des biens de consommation (équipement du foyer, pharmacie, édition-imprimerie et habillement), avec 19 000 salariés, connaît, du fait de la disparition du groupe Moulinex et des difficultés rencontrées dans la confection, une diminution sensible de ses effectifs.

D'autres secteurs quantitativement moins importants contribuent à structurer l'industrie bas-normande et à diversifier ses activités. En tout premier lieu, l'industrie nucléaire, concentrée dans le Nord-Cotentin, avec surtout la COGEMA et la Centrale Nucléaire de Flamanville, a un impact considérable sur le PIB et l'investissement au plan régional de même que sur les ressources des collectivités locales. Concernant COGEMA, des décrets récents apportent de nouvelles autorisations administratives dans le sens d'un élargissement de la gamme des combustibles à traiter et d'une augmentation de la capacité de traitement des unités UP 2 800 et UP3. En revanche, l'adaptation de cet établissement à de futurs plans de charge revus à la baisse s'accompagnera d'une maîtrise des effectifs et des coûts dont les effets se feront surtout sentir sur l'activité de sous-traitance.

Également, l'éventualité de l'augmentation de la production électrique en provenance des centrales nucléaires situées sur le quart Nord-Ouest de la France pourrait constituer pour Flamanville une opportunité d'accroissement de sa capacité de production.

Enfin, la construction navale présente au plan de l'activité des régions littorales une importance indéniable. Soumise à des difficultés récurrentes dans le secteur de la construction navale militaire, elle connaît en revanche une progression significative dans le domaine civil surtout dans le domaine de la plaisance.

Ce portrait de l'industrie bas-normande et des évolutions auxquelles elle est exposée du fait de certaines de ses productions soumises à une concurrence tous azimuts doit également mentionner quelques informations relatives aux investissements étrangers et à de nouvelles formes de structuration.

Concernant les investissements étrangers, l'enquête réalisée par l'agence française pour les investissements internationaux indique que la Basse-Normandie occupait en 2001 un rang conforme à son importance économique. Pour mémoire,

448 emplois ont été créés en 2000 et 499 en 2001. Exprimé en création par millième de la population active, la Basse-Normandie se situe au 16^{ème} rang national.

Depuis le précédent bilan-diagnostic, la volonté de regrouper et d'unir les atouts dont disposent les entreprises régionales s'est traduite par la constitution de Systèmes Productifs Locaux (SPL). Ainsi, quatre SPL ont déjà été mis en œuvre :

- pôle mécanique Sud-Normandie dans l'Orne avec 20 entreprises et 4 000 salariés,
- vallée des alliages (Caen et Villedieu-les-Poëles) avec 13 entreprises et 1 200 salariés,
- quincaillerie à Tinchebray (Orne) avec 12 entreprises et 740 salariés,
- moulage à Alençon avec 25 entreprises et 550 salariés.

Cinq autres projets sont en cours : imprimerie, électroménager, construction navale et maîtrise d'ambiance (concernant recherche et formation), confection, activités concernant le cheval.

En conclusion à ce développement sur l'industrie régionale, le jugement porté sur les évolutions enregistrées ces dernières années incite à envisager l'avenir avec prudence et même à certains égards avec préoccupation. Plusieurs facteurs justifient un tel point de vue : la morosité probablement durable de la conjoncture, l'existence en Basse-Normandie de productions assez classiques aisément duplicables et transférables à l'étranger, le caractère toujours plus exacerbé de la concurrence internationale et certaines contraintes spécifiques à la France. Malgré les efforts accomplis par les chefs d'entreprises, les salariés et les acteurs du développement économique, le maintien de l'appareil industriel régional à son niveau actuel constituerait en soi un excellent résultat.

D - LE BÂTIMENT SOUS LE SIGNE DE LA REPRISE

Après une longue crise (approximativement de 1990 à 1997) le secteur de la construction (BCGA) a connu, concomitamment à la reprise économique, une embellie dont les effets se font encore sentir. Outre l'amélioration de la situation économique globale, il faut rappeler qu'un certain nombre de mesures législatives et réglementaires sont intervenues pour conforter et même amplifier les effets de ce climat économique favorable : baisse des droits de mutation et du taux de TVA de 19,6 % à 5,5 % pour les travaux de rénovation et d'entretien, maintien et/ou mise en place de divers dispositifs en faveur de l'investissement dans le bâtiment (baisse du taux du livret A, prêt locatif à usage social...).

De toutes les activités, ce sont celles d'entretien et d'amélioration qui ont connu le plus fort développement.

Cette amélioration s'est traduite par une hausse de la production du bâtiment passant en valeur de 1,570 milliard d'euros en 1998 à 1,790 milliard d'euros en 2001,

et par une reprise de l'embauche, l'emploi total (salariés et non-salariés confondus) passant de 35 700 en 1998 à 37 000 en 2001.

E - L'ARTISANAT EN EXPANSION CONTINUE

Durant la période récente (1998-2002), l'artisanat bas-normand a non seulement légèrement accru le nombre de ses entreprises (de 20 585 à 20 798) mais il a surtout largement contribué à la création d'emplois en faisant passer ses effectifs (salariés et non salariés) de 80 000 à 87 600 personnes. En affichant une augmentation de l'emploi de 9,5 %, l'artisanat a fait plus qu'accompagner le contexte économique favorable qui a marqué cette période. De ce fait, l'artisanat occupe une part de plus en plus significative au sein de l'économie régionale. Sa part au sein de la population active ayant un emploi a atteint 15,7 % en 2002.

Malgré le ralentissement de la conjoncture, l'artisanat bas-normand en 2001 a même créé 580 emplois (et même 160 supplémentaires si l'on comptabilise ceux issus d'entreprises sorties du champ artisanal).

Sur le plan économique et financier, ce secteur génère un chiffre d'affaires de plus de 5,340 milliards d'euros (données 1999) dont 30 % issus du secteur des services et plus de 25 % du bâtiment. A cette même date, la valeur ajoutée atteignait 2,06 milliards d'euros, en augmentation par rapport à la période 1996-1997.

L'artisanat en Basse-Normandie offre par ailleurs une répartition spatiale plus dense qu'au plan national : 146 entreprises pour 10 000 habitants dans notre région contre 138 en France. Au plan territorial, les entreprises artisanales, et c'est une spécificité bas-normande, présentent une forte implantation rurale. Ainsi, près de la moitié des entreprises de ce secteur est installée dans des communes de moins de 2 000 habitants contre environ 30 % en France.

Il faut aussi souligner que l'artisanat est particulièrement présent dans certains secteurs comme le bâtiment et l'industrie.

En termes de secteurs d'activité, le bâtiment est le plus représenté avec 37,4 % des entreprises artisanales comptabilisées en Basse-Normandie, loin devant le transport, la réparation et les autres services (28,9 %) et l'alimentation (17,2 %).

Le taux d'entreprises artisanales sans salarié diminue d'année en année ; il est passé de 48 % en 1988, à 41,8 % en 1997 pour atteindre en 2002 38,4 %. Parallèlement, il convient de rappeler que la croissance récente du nombre de salariés a été considérable puisqu'entre 1998 et 2002, elle a atteint 16,4 %. Finalement, le nombre moyen de salariés (hors apprentis) est passé de 3,7 par entreprise employeuse en 1998 à 4,1 aujourd'hui.

En revanche, il faut insister sur un sujet préoccupant ; il s'agit du vieillissement de la pyramides des âges des chefs d'entreprises, phénomène qui s'amplifie et influe sur l'évolution du nombre des radiations : en 2002, 17 % de l'effectif total des chefs d'entreprises avait plus de 55 ans contre 14 % en 1998, d'où la nécessité de réfléchir à la conception et à la mise en œuvre d'une politique active d'accompagnement à la

transmission des entreprises, politique d'autant plus indispensable que les dispositifs actuels favorisent plus la création que la reprise.

Ce phénomène de vieillissement concerne également les salariés de l'artisanat et est de nature à poser des problèmes en termes de conservation et de transfert des savoir-faire.

Bien entendu, l'ensemble de ces données et de ces évolutions, globalement positives, dénote un véritable dynamisme et une grande capacité d'adaptation des entreprises concernées. Ce développement, depuis un certain nombre d'années, continu, a été, il faut également en convenir, favorisé sinon accompagné par l'existence de dispositifs divers (aides aux transferts de technologies, au développement commercial individuel ou collectif, à la modernisation...) dont il faut à la fois reconnaître le caractère adapté et l'appropriation pleine et entière par la profession.

F - LE COMMERCE MARQUÉ PAR LA PRÉSENCE CROISSANTE DE LA GRANDE DISTRIBUTION

Loin d'être figé, le commerce constitue au contraire un secteur en perpétuelle évolution sous l'influence de techniques de marketing sans cesse renouvelées et d'une conjoncture propice à l'exercice d'une concurrence exacerbée.

Au plan de l'emploi, après avoir subi de plein fouet la crise des années 1993-1997, le commerce a depuis connu une embellie certaine entre fin 1997 et fin 2001 ; ses effectifs ont crû de 7,4 % pour s'établir à 73 683 emplois. Ce constat appelle cependant plusieurs remarques : d'une part, la période en cause correspond à un moment où l'essor économique a été sans précédent ; d'autre part, l'augmentation des effectifs de ce secteur a été uniquement le fait de l'emploi salarié, le nombre de non salariés régressant légèrement ; enfin, il ne s'agit pas d'une croissance correspondant uniquement à des emplois à plein temps mais pour une partie non négligeable à des emplois à temps partiel induisant une précarité certaine.

Évolution mainte fois soulignée, le commerce (de détail et de gros) est l'objet de mutations constantes allant dans le sens d'une présence toujours plus affirmée de la grande distribution. Ainsi, entre 1998 et 2002, la présence de la GMS (Grande et Moyenne Distribution) n'a cessé de croître en Basse-Normandie :

- en ce qui concerne les hypermarchés, de 120 à 128 m² pour 1000 habitants, soit + 17,0 %,
- pour les supermarchés, y compris le maxidiscount de 165 m² à 185 m² pour 1000 habitants, soit + 13,0 %,
- pour le maxi discount seul (dans le Calvados et l'Orne) de 32 m² à 39 m² (+ 22 %).

Il faut par ailleurs ajouter l'expansion des magasins spécialisés dont l'impact sur le commerce traditionnel est sévèrement ressenti.

Au plan spatial, on observe une généralisation de l'équipement en grande et moyenne surfaces dans les petites villes ainsi qu'un renforcement de la grande distribution dans les pôles urbains secondaires (Bayeux, Falaise, Vire...). Enfin, la densification de l'équipement commercial dans les périphéries d'agglomération poursuit sa progression.

G - LES SERVICES DOPENT L'EMPLOI

Comme l'avait souligné le précédent bilan-diagnostic, les services demeurent le seul grand secteur d'activité de l'économie régionale à connaître une augmentation continue et soutenue de ses effectifs. Ainsi, entre 1990 et 1999, malgré durant ce laps de temps une longue période de récession, les services ont été à l'origine d'une grande partie des créations d'emplois enregistrées avec près de 38 000 nouveaux postes de travail alors que pratiquement tous les autres grands secteurs connaissent soit de sensibles diminutions (industrie, bâtiment et surtout agriculture), soit une augmentation modérée (commerce). Durant cette décennie, les services sont passés de 45 % à 52 % de la population active totale ayant un emploi en Basse-Normandie.

Sur la période plus récente 1999-2001 (dernière année disponible à la date de rédaction de ce document), l'augmentation de l'emploi dans ce secteur a été encore plus forte puisqu'en deux années, les effectifs dans les services ont crû de 21 000 personnes supplémentaires pour atteindre le montant de 301 000 emplois salariés et non salariés, soit une hausse tout à fait considérable de 7,5 %. Les services ont de ce fait représenté durant cette période propice plus des deux tiers des emplois créés au plan régional.

À cet égard, l'expansion des services était en quelque sorte emblématique de l'excellence du climat économique qui a prévalu durant les années 1999-2001.

En 2001, en Basse-Normandie, plus d'un actif sur deux était employé dans les services et presque 56 % de la totalité des salariés bas-normands. À ce propos, il faut mentionner que l'emploi salarié est prédominant dans ce secteur (94 % des effectifs totaux).

Avant d'évoquer certaines des spécificités et des évolutions propres aux activités de services en Basse-Normandie, il convient de souligner la difficulté qu'il y a à analyser ce secteur du fait notamment de l'extrême atomisation des entreprises le composant. En 2002, on comptabilisait ainsi plus de 44 000 entreprises dont seulement 1,7 % d'entre elles employait plus de 50 salariés et plus de 56 % ne comptaient aucun salarié.

En ce qui concerne la richesse régionale, les services constituent 53 % de la valeur ajoutée bas-normande contre, il faut le rappeler, seulement 40 % en 1982.

Au plan de la répartition territoriale des activités, analysée à partir du nombre de salariés, on observe que le département du Calvados reproduit à certains égards le modèle de développement francilien. Ce département concentre 50 % des actifs employés dans ce secteur contre un peu plus de 30 % et de 19 % respectivement dans la Manche et dans l'Orne.

Cette prééminence du Calvados ne cesse de croître puisqu'entre 1999 et 2001, elle a encore augmenté de 0,5 point. Au plan détaillé, ce dernier département centralise littéralement certaines activités comme celles de recherche et de développement avec 90 % de l'emploi régional recensé. À un moindre degré, ce cas de figure vaut également pour les activités immobilières (62 % de l'emploi salarié régional comptabilisé), les transports (55 %) et les services opérationnels aux entreprises (54 %).

En termes d'importance des activités de services, on observe en Basse-Normandie une prédominance des secteurs liés à l'administration (19,4 % de la totalité des emplois salariés) et à l'éducation, la santé et l'action sociale (36,3 %). Pour autant ces secteurs sont ceux qui ont le moins progressé entre 1999 et 2002 (globalement de l'ordre de + 3,7 %).

En revanche, les transports, les activités immobilières et les services aux particuliers ont connu des progressions de leurs effectifs proches et même parfois supérieures à 10 %.

C'est dans le domaine des services aux entreprises que l'on enregistre les plus fortes hausses de l'emploi salarié sur deux ans, conséquence directe de l'excellence du climat économique qui a marqué cette période 1999-2001. Ainsi, les services aux entreprises ont à eux seuls crû de 9 000 emplois salariés sous l'impulsion notamment de l'intérim qui, avec 17 083 emplois en 2001 a augmenté en 3 exercices de 66 % !

Il convient enfin de noter la forte progression (en valeur relative) des emplois de recherche et développement avec une augmentation de + 34 % (toujours entre 1999 et 2001) Cependant, ce secteur stratégique ne représente encore que moins de 4 % du total des emplois relevant de la catégorie des services aux entreprises.

Il importe également de souligner que la période intercensitaire (90/99) a été marquée par des évolutions tout à fait significatives dans le domaine des services, en particulier dans le domaine des emplois métropolitains supérieurs et dans les TIC. Ces deux secteurs ont présenté des gains d'emplois à la fois dans les services et dans l'industrie. Cependant, ce sont les services qui ont été dans ces domaines les plus prolifiques.

En ce qui concerne les emplois métropolitains supérieurs (emplois de haut niveau secondaires et tertiaires qui, par leur fort contenu intellectuel ou technique ou leur pouvoir décisionnel, concourent au développement de la ville), ceux-ci au nombre de 16 100 en Basse-Normandie, ont crû de 17 % entre 1990 et 1999 contre, il est vrai, de 24 % dans le Grand Ouest. Cette différence au détriment de la Basse-Normandie est à mettre en relation avec la croissance de l'emploi plus faible de 2 points dans notre région qu'ailleurs dans l'Ouest.

Les 2 400 emplois métropolitains supérieurs ainsi créés en Basse-Normandie l'ont été pour 80 % d'entre eux dans l'aire urbaine de Caen et ce surtout dans l'enseignement supérieur et la recherche. Parallèlement, seules Cherbourg et Alençon disposent de plus de 1 000 emplois de ce type, Saint-Lô n'en recelant que 900.

En ce qui concerne les activités de services liées aux nouvelles technologies de l'information et de la communication, celles-ci ont connu une forte croissance ces dernières années. Elles rassemblent 4 500 emplois mais présentent cependant la double particularité d'être moins développées que dans le reste du Grand Ouest et d'être quantitativement moins présentes dans les services que dans l'industrie.

Peu développées en Basse-Normandie (1 800 emplois), les activités de services informatiques (hors France Télécom) n'en sont pas moins celles qui connaissent la plus forte croissance, par ailleurs comparable à celle constatée au niveau national. La création d'entreprises y est forte mais la mortalité l'est aussi.

Le dynamisme des services en télécommunications est essentiellement le fait du groupe France Télécom, notamment grâce à sa politique d'essaimage et d'aides financières. Le taux annuel de création est d'environ 30 % avec l'apparition d'entreprises à fort potentiel (Highdeal, Netcentrex...) qui traduisent le dynamisme régional de cette activité.

Enfin, il convient de souligner l'excellence de la place occupée en Basse-Normandie dans le secteur des activités liées à la monétique, en particulier dans le domaine de la recherche par ailleurs susceptible de favoriser un développement d'entreprises, ou leur délocalisation dans notre région.

H - LE TOURISME, VALEUR SURE DE L'ÉCONOMIE RÉGIONALE

De par sa localisation à proximité d'un bassin de population comprenant plus de 80 millions d'habitants (englobant de ce fait les îles britanniques et une partie de l'Europe du Nord) et disposant d'atouts paysagers, littoraux, architecturaux et historiques unanimement reconnus, la Basse-Normandie a su développer au cours du temps une économie touristique de plus en plus importante.

Son activité touristique présente l'avantage de la diversité et d'échapper à un monolithisme qu'elle serait bien en peine de développer par ailleurs. Elle offre des formes touristiques variées : tourisme balnéaire, vert, historique, technique, social, religieux, thermal, basés à la fois sur le résidentialisme secondaire et le court séjour. En outre, la Basse-Normandie dispose de sites internationalement connus et qui constituent à eux seuls des destinations : le Mont-Saint-Michel, Deauville, Honfleur, les plages du Débarquement et à un moindre degré la tapisserie de Bayeux, le Haras du Pin, le Mémorial et la Cité de la Mer. Il faut en outre souligner l'attractivité exercée par la qualité paysagère du Pays d'Auge, des bocages bas-normands dans leur ensemble, du Perche et des secteurs géographiques à forte densité de haras. Enfin, la Basse-Normandie développe un certain nombre de formes de tourisme actif : pêche, plaisance, randonnées pédestre (avec de nombreux GR) et équestre, ainsi que le développement progressif des activités liées au vent et la valorisation des plans d'eau (notamment dans l'Orne).

Globalement, l'offre d'hébergement touristique marchand en Basse-Normandie était en 2002 de l'ordre de 154 000 lits, en légère diminution par rapport à 1998 (160 000 lits). Cette baisse est notamment due à une contraction des capacités hôtelières, des hébergements ruraux et des meublés.

En intégrant le résidentialisme secondaire, en croissance notable (+8,2 % entre 1990 et 1999), la Basse-Normandie dispose d'une capacité supplémentaire de 582 000 lits, dont l'impact économique, certainement considérable, est insuffisamment analysé.

Tous modes d'hébergement confondus, la Basse-Normandie représente environ 4 % de la capacité nationale. Deux formes d'accueil font l'objet d'analyses approfondies, en l'occurrence l'hôtellerie et le camping (hôtellerie de plein air).

Au cours des cinq dernières années, l'hôtellerie homologuée a été marquée par une double évolution : diminution de la capacité d'accueil globale mais augmentation de l'offre de qualité supérieure (les hôtels deux étoiles et plus passant de 80 à 85 % de la capacité régionale en la matière). La diminution évoquée affecte principalement les établissements non classés et classés une étoile dont le nombre est passé de 150 à 114 et moins sévèrement les hôtels deux étoiles (de 354 à 330). Cette évolution est la traduction des difficultés que connaît depuis un certain nombre d'années l'hôtellerie classée traditionnelle, à gestion familiale, surtout si elle est située en milieu rural, pour laquelle les investissements et/ou les mises aux normes sont difficilement supportables financièrement.

L'hôtellerie de plein air, particulièrement présente en Basse-Normandie, est caractérisée par une baisse du nombre de terrains (de 275 à 257) tempérée par une stabilité de l'offre en emplacements (29 538 en 2002). Toutefois, on observera sur la période récente la montée en puissance des emplacements de parcs résidentiels de loisirs (x 2,5) compensant pratiquement la baisse de l'offre en emplacements deux étoiles.

En termes de fréquentation, ces deux formes d'accueil et d'hébergement ont connu entre 2000 et 2002 des évolutions inverses. L'hôtellerie homologuée a vu sa fréquentation croître de 8,5 % tandis que celle des campings a diminué de 9,3 %.

Le tourisme vert (gîtes, chambres d'hôtes...), quoique n'offrant pas dans l'absolu de fortes capacités d'accueil, demeure une valeur sûre du tourisme régional avec 1 541 gîtes, 121 gîtes communaux, 1 696 chambres d'hôtes et un nombre moins important d'autres structures (gîtes de groupe, d'enfants, fermes auberges...). Les capacités d'accueil offertes par cette forme de tourisme restent relativement stables mais sont également caractérisées par un certain turn-over.

Au plan de la fréquentation en général, le tourisme bas-normand a conservé l'essentiel de ses caractéristiques traditionnelles : nonobstant le résidentialisme secondaire, on doit souligner la forte saisonnalité et l'importance du transit (avec le rôle du trafic transmanche - 2 500 000 passagers - et le passage vers la Bretagne) ce qui explique des durées de séjour en hôtellerie inférieures à 2 jours. La Basse-Normandie connaît également une forte fréquentation étrangère. Telle qu'elle est mesurée au travers de l'hôtellerie, la clientèle britannique occupe le premier rang avec 550 000 nuitées (en 2001), devant les clientèles américaine (250 000), belge (185 000) et italienne (95 000). En la matière, le Calvados concentre en général les deux tiers de la fréquentation étrangère.

Un certain nombre de sites demeurent en quelque sorte les "locomotives" du tourisme régional et contribuent à la notoriété de la Basse-Normandie. C'est le cas du Mont-Saint-Michel (1 million de visiteurs pour l'abbaye en 2001 et de l'ordre de 3 à 4 millions de passages) classant ce site au 7^{ème} rang national des lieux culturels les plus visités en France ; le Mémorial de Caen se classe au 22^{ème} rang (412 000 visiteurs) et la tapisserie de Bayeux au 23^{ème} rang (400 000 visiteurs). Il faut ajouter l'ouverture courant 2002 de la Cité de la Mer à Cherbourg qui a déjà drainé plus de 300 000 visiteurs, et ce, bien au-delà des prévisions. Rapportés aux statistiques de fréquentation hors Ile de France, ces chiffres classent ces sites parmi les plus visités de France.

Pour répondre à une demande forte de la clientèle, les deux régions normandes ont mis en place une opération Normandie Qualité Tourisme. Ce dispositif concerne les hôtels, les hôtels-restaurants, les restaurants, les campings, les lieux de visite et les activités de loisirs qui sont volontairement parties prenantes dans le cadre d'une démarche de qualité territoriale et multiprofessionnelle. Cette opération se traduit par l'attribution d'un label sur la base d'une évaluation effectuée par un organisme indépendant en application d'un référentiel approuvé par un comité composé de professionnels. En la matière, la Basse-Normandie peut être considérée comme pionnière et ce label a déjà été décerné à plus de 200 partenaires. Cette action innovante est doublée d'un plan régional de formation des acteurs du tourisme dans le but similaire d'améliorer l'offre qualitative.

Enfin, au plan économique, l'activité touristique génère en Basse-Normandie de l'ordre de 35 000 emplois et suscite des dépenses évaluées en 2001 à 2,150 milliards d'euros soit 2,8 % de la consommation touristique nationale. Ces données rapportées en € par habitant (indice de "touristicité") placent la Basse-Normandie au 7^{ème} rang national.

V - UN ENVIRONNEMENT FACTEUR D'ATTRACTIVITÉ ET DE QUALITÉ DE VIE

Considérée au niveau régional et à juste titre comme un atout, la question de l'environnement fait en effet l'objet en Basse-Normandie d'une attention toute particulière. Sa prise en compte par l'ensemble des intervenants, pouvoirs publics, acteurs du monde économique, associations et population, est incontestable et se traduit, comme cela avait été souligné à l'occasion de la consultation sur les schémas de services collectifs, par une qualité certaine sinon satisfaisante doublée d'une authenticité reconnue.

Cette spécificité environnementale positive est perçue par les bas-normands comme un élément incontestable de qualité de vie et constitue pour les touristes, les résidents secondaires et les personnes en transit un réel facteur d'attractivité.

D'une manière générale, on peut donc considérer le patrimoine naturel régional comme d'un bon niveau national et international à même de représenter une véritable richesse qui exige donc, pour perdurer, une prise en compte permanente en termes de développement durable.

Néanmoins, il faut aussi reconnaître que certains éléments environnementaux présentent des situations à certains égards préoccupantes. C'est en particulier le cas de l'eau tant aux plans qualitatif que quantitatif, continental que littoral.

Au plan opérationnel, les pouvoirs publics, notamment l'État, la Région et les Départements, ont mis en œuvre un grand nombre de dispositifs qui participent au maintien et à la mise en valeur de cette qualité d'ensemble du milieu naturel bas-normand.

Il en va ainsi des Parcs Naturels Régionaux, au nombre de 3, qui tous ont renouvelé leurs projets de territoire et poursuivent leurs actions dans le sens d'un aménagement conciliant environnement et développement économique et social.

De même, les procédures du Programme de Maîtrise des Pollutions d'Origine Agricole (PMPOA), après une réforme du contenu de ce dernier, redémarrent. Le bilan du premier programme, déjà évoqué antérieurement dans ce document (dans la partie traitant de l'agriculture) s'avère positif avec 95 % des éleveurs intégrables qui se sont engagés. Cependant, la pause observée à l'occasion de la redéfinition de ce dispositif a ralenti le processus mais correspond à une vision territorialement et environnementalement plus cohérente de la résolution des pollutions d'origine agricole.

Les Contrats Territoriaux d'Exploitation (CTE), dont la mise en place avait été plutôt lente, sont aujourd'hui abandonnés. Des Contrats d'Agriculture Durable sont, entre autres, appelés à leur succéder. Ils devront prendre en compte, sous couvert d'une simplification, les enjeux environnementaux (qualité des eaux, des paysages, biodiversité...).

En ce qui concerne les Opérations Grands Sites (OGS), au nombre de 4 en Basse-Normandie, leurs degrés d'avancement sont variables. L'opération relative à la Hague est en phase terminale ; celle intéressant la baie Mont-Saint-Michel au sens large, indépendante mais complémentaire du rétablissement du caractère maritime, est en bonne voie, de même que Normandie 44 qui est une OGS multisites, au nombre de 11 (Pointe du Hoc, Utah Beach, Mont Ormel...). En revanche, l'opération concernant le Val d'Orne connaît un démarrage laborieux si l'on excepte les actions réalisées autour d'Athis de l'Orne.

De même, la partie nord orientale du département du Calvados est intégrée dans la zone d'application de la future directive territoriale d'aménagement (DTA) de la Baie de Seine. Ce document, dont la vocation urbanistique est affirmée, constitue un autre outil de préservation et de mise en valeur environnementale des territoires concernés.

Natura 2000, après bien des vicissitudes, réunit en Basse-Normandie 33 sites pour lesquels 12 documents d'objectifs sont déjà achevés (représentant 50 % des espaces dédiés globalement à Natura 2000) ; 12 autres documents d'objectifs sont en cours de constitution. Néanmoins, la Baie du Mont-Saint-Michel ne fait pas encore partie de ces différents sites dont la procédure est entamée.

Le Conservatoire du Littoral poursuit, en liaison avec les collectivités départementales et régionales, son action de préservation et de mise en valeur des espaces littoraux bas-normands. Avec 4 369 ha acquis (dont 3 525 pour le seul

département de la Manche), cet organisme contribue à garantir aux sites les plus remarquables une pérennité et à la plupart du linéaire côtier une incomparable authenticité.

Dans le même ordre d'idées, la politique de défense contre la mer menée par les pouvoirs publics (notamment dans le cadre du Contrat de Plan État-Région) continue de porter ses fruits particulièrement en ce qui concerne la protection des lieux habités. Également, aux plans urbain et architectural, la qualité environnementale des villes moyennes et petites de Basse-Normandie n'a cessé de progresser grâce notamment aux politiques d'amélioration de l'habitat (OPAH et PIG³²) et d'embellissement ("cœur de bourg") menées par les pouvoirs publics et dont le succès est avéré.

Enfin, il faut évoquer les dégâts causés par la tempête de décembre 1999 qui a occasionné la perte de 1,2 million de m³ de bois soit l'équivalent de 2 années de récolte au plan régional, les dommages les plus importants ayant été causés aux plantations de résineux. Au-delà des volumes et des surfaces, la tempête a provoqué d'autres dégâts, moins chiffrables ceux-là, à la faune et à la flore en affectant les haies, les répisylves, les réserves naturelles et certains sites classés (exemple : le massif forestier de Réno-Valdieu).

Ainsi, la protection et la mise en valeur de l'environnement reposent en Basse-Normandie sur une véritable politique concertée où l'action de l'État et des Collectivités Territoriales, en relation avec le mouvement associatif et les milieux économiques, se révèle efficace. Cependant, si la qualité de l'environnement en Basse-Normandie est unanimement reconnue et contribue à la notoriété et à l'attractivité de la région, des problèmes demeurent notamment dans le domaine de l'eau où, par exemple, la mise en œuvre des schémas d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) gagnerait à prendre de l'ampleur et où la qualité des eaux littorales et ses fluctuations pénalisent à la fois les activités balnéaires et conchylicoles.

Pour conserver à la Basse-Normandie la qualité de son environnement, deux domaines au moins doivent faire l'objet d'une attention soutenue. D'une part, l'éducation et la sensibilisation à l'environnement doivent constituer des volets à part entière des politiques environnementales pour encourager les réflexes d'écocitoyenneté. D'autre part, le maintien d'une activité agricole dense, conjuguant productivité et développement durable, doit être recherché car elle seule est à même de maintenir les caractéristiques paysagères (et architecturales à certains égards) si prisées et si caractéristiques de la Basse-Normandie.

³² OPAH : Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat.
PIG : Programme d'Intérêt Général.

CONCLUSION

L'élaboration de ce second bilan-diagnostic à mi-parcours du IV^{ème} Contrat de Plan État-Région avait pour vocation d'analyser le positionnement actuel de la Basse-Normandie en mettant en évidence ses forces et ses faiblesses tant au plan général que sectoriel, structurel que conjoncturel.

Cet exercice a notamment permis de mettre en évidence quelques constats majeurs.

Ainsi, au plan démographique, deux observations s'imposent : d'une part, le vieillissement de la population bas normande, fait aujourd'hui acquis, ne cessera de s'amplifier dans les années à venir. La proportion des plus de soixante ans passera, si l'on en croit les projections de l'INSEE, de 23 % en 2002 à près de 33 % en 2030 ; d'autre part, le solde migratoire, négatif depuis de nombreuses années, tend à diminuer de façon considérable pour probablement être nul à l'heure actuelle. Toutefois, ce paramètre demeure préoccupant pour les classes d'âge inférieures à 30 ans.

Au plan économique, la Basse-Normandie demeure caractérisée par une agriculture dont les mutations ne sont pas encore achevées, par une industrie proportionnellement plus développée qu'ailleurs mais marquée par un appareil de production relativement traditionnel, plutôt dépendant des centres de décisions extérieurs, très axée sur la sous-traitance et particulièrement exposée à la concurrence internationale, d'où une fragilité indéniable ; également, le secteur des services, pourtant fortement créateur d'emplois, reste insuffisamment développé dans le domaine des services aux entreprises du fait de la situation de dépendance déjà évoquée et de la proximité de la région parisienne.

Au plan de la formation, ces dernières années ont été caractérisées par une diversification de l'offre et de la localisation des formations ne permettant cependant pas de combler totalement le différentiel nous séparant de la moyenne nationale.

La Basse-Normandie a par ailleurs poursuivi ses efforts de structuration et d'ouverture sur l'extérieur

Enfin, le souci et la volonté de développer transversalement depuis une décennie la notion de qualité porte ses fruits tant en termes de productions que de cadre et de conditions de vie. Cette ambition donne progressivement à la Basse-Normandie une image de plus en plus favorable.

À l'issue de ce bilan-diagnostic, le CESR voudrait insister sur quelques axes forts reposant essentiellement sur l'action et le volontarisme des pouvoirs publics et

de nature à doter la Basse-Normandie des conditions et des structures indispensables à son développement économique et social futur.

À cet égard, quelques domaines d'interventions apparaissent prioritaires ; il en va ainsi des communications, de tout ce qui concerne la formation et la recherche, des mesures et dispositifs susceptibles de favoriser l'expansion des entreprises et partant de l'emploi, des politiques concourant à l'aménagement du territoire, et enfin, de l'identité et de l'attractivité de la région. Toutes ces orientations correspondent au sens large aux compétences et aux politiques prioritaires menées par le Conseil Régional, qui d'ailleurs seront confortées et élargies par les prochaines lois de décentralisation.

- Au plan des communications, le CESR observe que le réseau routier, dans son actuelle conformation, est très proche des objectifs globaux fixés dès 1989 dans le deuxième Contrat de Plan État-Région. En ce sens, la Basse-Normandie est désormais pratiquement connectée aux grands axes nationaux et européens. Ainsi, en moins de 20 ans, la physionomie routière de la région s'est radicalement transformée et bonifiée.

Dans le domaine ferroviaire, malgré l'importance des efforts déployés par la Région (en l'occurrence avec l'une des plus fortes participations financières en valeur absolue au plan national), les problématiques de la connexion aux réseaux européens à grande vitesse, de la qualité et de la ponctualité des relations avec la capitale demeurent. Dans cette optique, la concrétisation des projets de liaison rapide Normandie-Vallée de Seine et son prolongement Charles De Gaulle Express s'avère primordiale pour l'avenir de la région.

Plus globalement dans le domaine des transports, le projet Fast Ship, s'il venait à se concrétiser, constituerait un autre dossier d'importance pour l'avenir économique de la Basse-Normandie.

L'évocation de ce projet spécifique au Nord-Cotentin doit également attirer l'attention des pouvoirs publics sur la nécessité de poursuivre et de conforter le développement des potentialités économiques du littoral bas-normand qu'elles soient portuaires, halieutiques, aquacoles, environnementales et touristiques.

- Au plan économique, si la création d'entreprises et de richesses relève directement de l'initiative privée, en revanche, les pouvoirs publics et la Région en particulier se doivent de créer et d'apporter des conditions les plus favorables au développement. Dans cet ordre d'idées, les politiques menées en direction de la formation (initiale et continue), de la recherche, des transferts de technologies et de l'innovation revêtent la plus grande importance, a fortiori dans une région où la structure économique reste à bien des égards traditionnelle. Dans cet ordre d'idées, une accentuation du développement du secteur des services serait salutaire.

Dans le domaine de la formation, en dépit de la baisse actuelle et attendue des effectifs, les efforts qualitatifs entrepris devront être poursuivis pour enfin permettre à la Basse-Normandie de rejoindre la moyenne des indicateurs nationaux.

Dans ce cadre le CESR observe que la délocalisation (ou la création) en Basse-Normandie d'une nouvelle école d'ingénieurs et/ou d'organismes publics de

recherche viendrait utilement compléter l'offre d'enseignements supérieurs et de recherche dans notre région.

Corollairement, les priorités déjà affichées en matière de recherche, de transferts de technologies et d'innovation apparaissent de plus en plus déterminantes. À ce propos, la structuration des pôles scientifiques et technologiques engagée depuis plusieurs années doit se traduire à court terme par une reconnaissance nationale et internationale à la fois de la qualité et de la spécificité des travaux et des réalisations menées en Basse-Normandie.

Cette configuration unissant formation, recherche et activités économiques est de nature à favoriser les synergies entre secteurs public et privé, et à accroître par cet affichage, l'attractivité régionale et l'émergence de partenariats assurant l'enracinement en région de ces trois domaines. Dans cette optique, le rôle que l'Université sera amenée à jouer, avec le concours des pouvoirs publics, revêtera un caractère déterminant.

Compte tenu du rayonnement et du rôle éminent tenu par GANIL au profit de la recherche et plus généralement de l'image de la région, le projet SPIRAL II constitue un facteur prioritaire pour la pérennité et la notoriété de ce Très Grand Équipement de niveau international.

Le CESR tient à signaler par ailleurs qu'un autre dossier important s'inscrivant dans le cadre du débat national sur l'énergie concerne la Basse-Normandie, à savoir le projet de réacteur EPR³³, qui viendrait conforter et compléter la spécificité nucléaire bas normande.

- Au plan plus général de l'aménagement du territoire, la principale difficulté réside dans la nécessité de concilier des politiques autorisant à la fois des rééquilibrages territoriaux et le développement de la capitale régionale. De telles politiques, a priori contradictoires, doivent cependant être mises en œuvre, d'une part, pour éviter que le fossé ne se creuse entre micro régions aux potentiels très différenciés, et d'autre part, pour que la capitale régionale puisse poursuivre sa croissance et mieux se positionner par rapport aux autres capitales régionales concurrentes.

- Dans la droite ligne des ambitions régionales précédemment évoquées (en matière de communications, de développement économique, de formation, de recherche), la concrétisation et la réalisation des projets les plus importants nécessitent un recours soutenu à l'interrégionalité. En ce sens, la dimension Bassin Parisien s'impose tout naturellement (tant à la Basse-Normandie qu'à la Haute-Normandie) compte tenu des enjeux communs en matière de transports, d'activités économiques et de recherche. Les flux touristiques de fins de semaine prouvent, de surcroît, la complémentarité tous azimuts des régions de l'Ouest avec l'Île-de-France.

Les coopérations avec les régions voisines et notamment avec la Haute-Normandie doivent constituer un autre axe d'intérêt d'autant que les futures lois de décentralisation vont induire un probable élargissement des domaines de travail en

³³ European Pressurized water Reactor

commun. Ainsi, aux actuelles coopérations qu'il conviendra de développer (PUN³⁴, Comité Régional de Tourisme, IRQUA-NORMANDIE...) pourraient s'en ajouter d'autres qui permettront par exemple de tirer un meilleur parti des opportunités offertes par l'Union Européenne. Par ailleurs, d'autres coopérations devront être initiées avec les régions du Grand ouest

- D'autres domaines d'intervention participent aussi à l'identité et à l'attractivité de la Basse-Normandie. Il en va ainsi de la culture (en termes de patrimoine et d'animation avec comme points forts le Mont Saint-Michel, le Mémorial, l'IMEC³⁵...), de l'environnement (avec ses typicités qu'elles soient littorales ou intérieures) et, en termes de résultante, du tourisme qui, profitant de ces atouts, doit poursuivre son expansion.

Ces secteurs constituent autant d'atouts qu'il faut continuer à renforcer et à valoriser à la fois pour la qualité de vie des bas-normands et pour la consolidation de l'attractivité de la Basse-Normandie vis-à-vis des régions voisines et des clientèles étrangères.

Tous les vecteurs (communications, développement économique, formation, recherche, environnement, culture...), qui font déjà (et doivent faire) l'objet d'efforts soutenus et continus de la part des pouvoirs publics et en particulier des collectivités locales, doivent également être promus et démultipliés.

Dans cet ordre d'idées, la nécessité de mener une politique forte de communication apparaît incontournable au CESR. Les opérations récemment entreprises (Salon de l'agriculture, promotion de la qualité bas normande...) nécessitent d'être amplifiées et surtout de revêtir une réelle permanence. Ces actions doivent valoriser plus encore l'image de la Basse-Normandie à l'extérieur et également convaincre les bas-normands des atouts et des potentialités considérables de leur propre région.

³⁴ Pôle Universitaire Normand

³⁵ Institut de la Mémoire Contemporaine